

SOMMAIRE

Mai-Juin 2007

Volume VIII Numéro 3

COMMENTAIRES

- 3 La libéralisation du commerce des services en Afrique de l'ouest : éviter le piège de l'APE pour utiliser le potentiel de développement des services
- 6 Investissement, Concurrence et Marchés publics : chassés par la porte à l'OMC, les thèmes de Singapour reviennent par la fenêtre dans les APE
- 8 Coton : Appel sans renvoi. Un défaut de conception du règlement des différends de l'OMC et comment y remédier
- 10 Soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges : Alternatives pour des disciplines par produit

NOUVELLES DE L'OMC

- 12 Retour au multilatéralisme pour sauver « Doha » après l'échec de Postdam
- 13 Agriculture : Signes de rapprochement au milieu des divergences, avec la parution prochaine d'un projet de texte sur les 'modalités'
- 14 AMNA : les divergences persistent en attendant qu'une improbable percée vienne du texte promis par le Président
- 15 ADPIC : Les Membres toujours divisés sur la biodiversité, les Indications géographiques et la mise en œuvre
- 16 Facilitation des échanges : Les discussions sur la facilitation des échanges progressent vers un projet de texte d'accord

NOUVELLES RÉGIONALES

- 17 Les chefs d'Etat de la CEDEAO relancent l'intégration régionale
- 18 Le G8 lance un appel pour la conclusion du cycle de Doha pour le développement
- 19 Levée de bouclier contre les APE : Les ONG et Agriculteurs ouest africains intensifient le combat à six mois du délai prévu pour la signature d'un APE

PUBLICATIONS ET ÉVÉNEMENTS

- 24 - Publications
- 24 - Événements

PASSERELLES est une publication conjointe de Enda tiers monde et ICTSD. Elle a pour vocation de fournir une perspective africaine dans les négociations commerciales multilatérales et bilatérales.

EDITORIAL¹

Conclusion d'un APE en décembre 2007 : l'OMC ne doit pas être un alibi

Plus rien ne semble pouvoir arrêter l'Union européenne dans sa volonté de signer son APE avant le 31 décembre 2007. Du lancement des négociations en octobre 2002 à nos jours, l'UE a mis en place une stratégie, des moyens et une détermination qu'aucun des arguments développés ici et là, en particulier par des organisations non gouvernementales européennes comme africaines, des institutions de recherche, des parlementaires et même quelques officiels de pays ACP, n'a pu infléchir et remettre en question l'agenda européen.

L'Europe veut son APE et l'aura certainement. Sauf un bouleversement, les négociations devraient se poursuivre selon le calendrier convenu avec chaque région pour déboucher sur la signature de l'APE. Même si les dangers potentiels d'une libéralisation réciproque dans le cadre de l'APE sont largement prouvés et les bienfaits supposés largement incertains les régions ACP n'ont pas jusqu'ici réussi à mettre en place une ligne de défense pour contrer l'offensive Européenne. L'APE est négocié selon la vision, les objectifs et le rythme de l'Europe. Cet accord prendra donc, inéluctablement, la forme que voudra bien lui donner le « partenaire » le plus fort.

Une ambition démesurée

Les négociations APE se déroulent entre, d'un côté, les 27 pays membres de l'UE, qui ont un PNB combiné de plus de 14 000 milliards² de dollars, et de l'autre, six groupes de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dont 39 font partie des 50 pays les moins avancés (PMA) au monde. Le groupe le plus petit, les Iles du Pacifique, a un PNB global de 9 milliards de dollars – soit 1400 fois moins que celui de l'UE. Même le groupe le plus grand, la région d'Afrique de l'ouest, a un PNB plus de 80 fois inférieur à celui de l'UE. Au regard de ces considérables inégalités, il n'est pas difficile de voir de quel côté se situe le pouvoir.³

Ce fossé qui sépare l'Europe et les ACP n'a suffi aux négociateurs européens pour réduire leurs ambitions. Au contraire, ils font une interprétation stricte de l'article 24 du GATT aux termes duquel, les parties à un accord commercial régional doivent libéraliser « l'essentiel » de leurs échanges dans un délai « raisonnable ». L'UE est restée bien muette sur l'étendue de la libéralisation qu'elle imposerait aux pays ACP. Mais si on se fonde sur l'exemple des accords de libre-échange récents⁴, on peut s'attendre à ce que ce niveau soit plus ou moins proche de 80%, ce qui équivaldrait à laisser aux pays ACP une marge de 20% seulement pour protéger les produits locaux face à la

1 Taoufik Ben Abdallah, Coordinateur de l'Entité Syspro 2 à Enda Tiers Monde et Co-Directeur de publication de Passerelles. Les opinions sont exprimées à titre personnel.

2 Rapport Oxfam « Partenaires inégaux... », Septembre 2006.

3 Idem.

4 Dans l'accord de libre-échange conclu avec l'Afrique du Sud, l'UE a accepté de libéraliser 95% de son commerce avec l'Afrique du Sud en 10 ans, tandis que l'Afrique du Sud était tenue de libéraliser « seulement » 86% de ses importations en provenance de l'UE au bout d'une période de transition de 12 ans.

Conclusion d'un APE en décembre 2007...
(suite de la page 1)

concurrence des biens et services européens.

L'impact d'un tel scénario sur les économies ACP pourrait être lourd de conséquences. En Afrique Sub-saharienne par exemple où l'importation de produits en provenance de l'Europe représente près de 40% du total des importations⁵, une élimination des droits sur les produits européens réduiraient de façon significative les recettes douanières et exposerait les Etats à des contraintes budgétaires qui ne seront pas sans dangers pour les secteurs sociaux et les services publics.

On avance souvent du côté de l'Europe que la libéralisation pourrait bénéficier aux consommateurs, en particuliers urbains, qui devraient ainsi accéder à une large gamme de produits bon marché. On n'oublie cependant qu'un tel choix est pour le moins contreproductif à long terme car il saperait durablement tous les efforts nationaux ou régionaux en matière d'industrialisation, de développement rural ou de sécurité alimentaire. Nulle part dans le monde, le développement ne s'est basé sur des politiques d'importation tout azimut qui négligeraient le renforcement et la protection des capacités productives internes. Et l'Europe le sait bien pour l'avoir expérimenté tout au long de son évolution économique et sociale.

5 Oxfam (2006)

6 Oxfam (2006) ; S. Bilal, Rampa (2006) ; Oxfam-TwnAfrica (2007) ; Perez (2006).

7 Twnafrica-Oxfam, 2007

8 TWN Africa- Oxfam « Une question de volonté politique. Comment l'UE pourrait préserver l'accès aux marchés pour les pays ACP en l'absence d'un accord de partenariat économique », 2007.

9 Il n'y a qu'à s'arrêter sur la question des subventions agricoles, en particulier sur le coton, où en dépit des résolutions des membres de l'OMC, les pays développés continuent d'accorder à leurs agriculteurs des aides en toute illégalité. Les Usa ont d'ailleurs été condamnés face au Brésil et utilisent la ruse et leur force politique pour ne pas changer la législation incriminée.

10 Twnafrica-Oxfam, 2007, p. 19

Des alternatives ignorées

De nombreuses analyses ont démontré qu'il existe différentes façons de rendre les futures relations commerciales UE-ACP compatibles avec les règles de l'OMC tout en préservant les économies des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique⁶ d'une faillite lente mais certaine.

L'Europe a toutes les raisons d'envisager les meilleurs scénarios possibles pour s'assurer qu'à la fin prévue des préférences de Cotonou, qu'aucun pays ACP ne verra sa situation empirer, et ce dans le cadre des limites autorisées par l'OMC. Aucune des positions actuelles de l'Europe ne semble prendre en compte cette obligation légale. Elle soutient en effet que la seule façon de remplir cette obligation est la conclusion d'un accord de libre-échange fondé sur la réciprocité.

L'UE a fait le choix de laisser de côté toute idée qui donnerait du crédit à l'hypothèse selon laquelle l'APE pourrait valablement être remplacé par un Système Généralisé de Préférences plus (SGP+). Il est pourtant largement démontré que ce système offrirait aux pays ACP un niveau élevé d'accès aux marchés au-delà de l'expiration des préférences de Cotonou, tout en étant compatible avec l'OMC.⁷

C'est pourquoi l'offre d'un SGP standard que l'UE utilise comme moyen de pression sur les régions ACP au cas où un APE ne serait pas signé n'est pas une option envisageable pour les ACP.

En ayant recours au SGP+, l'UE pourrait aisément offrir encore à tous les pays ACP un bon accès aux marchés pour leurs exportations, à des niveaux très similaires à l'accès offert dans le cadre de l'Accord de Cotonou, tout en restant compatible avec les règles de l'OMC.⁸

Le programme SGP+ ou « Arrangement incitatif spécial pour le développement durable et la bonne gouvernance » fournit un accès préférentiel nettement supérieur à celui prévu par le SGP aux pays qui mettent en oeuvre certaines normes internationales en matière de droits humains, de protection de l'environnement, de lutte contre les stupéfiants et de bonne gouvernance. Et la nous rentrons dans un domaine

éminemment politique caractérisé par les valeurs subjectives et les idéologies. L'UE ne pourrait donc pas, dans un tel contexte, empêcher longtemps l'éligibilité des pays ACP au SGP+ sans dévoiler ses intentions, jusqu'ici inavoués, pour la signature d'un APE.

L'OMC n'est pas coupable !

La principale raison évoquée est la nécessité pour l'Europe comme pour les pays ACP de se mettre en conformité avec les règles de l'OMC. L'UE utilise excessivement cet argument pour tout jeter sur le dos de l'OMC.

Il est pourtant désormais établi que l'OMC ne constitue en rien une contrainte insurmontable dans la recherche d'une alternative à l'APE. L'Europe ne peut pas s'ériger en défenseur des « règles » de l'OMC relatives à l'organisation des Accords commerciaux régionaux, alors que dans d'autres domaines, ces mêmes règles sont allégrement violées, y compris par elle-même⁹.

De plus, il est bien curieux de voir l'empressement avec lequel on tente de signer un APE pour dit-on être en conformité avec les règles de l'OMC alors que les négociations en vue de l'établissement de ces règles sont clairement dans l'impasse.

Les retards dans les négociations commerciales à l'OMC ont pourtant des conséquences importantes sur les APE. Lors de la signature de l'Accord de Cotonou, il était supposé que le Cycle de Doha, y compris les amendements aux règles régissant les accords commerciaux régionaux, seraient achevés avant la conclusion des négociations sur les APE. En raison de la suspension des discussions à l'OMC, les négociateurs ACP sont contraints de travailler avec les anciennes règles que les deux parties ont convenu de modifier¹⁰.

Tant que le Cycle de Doha n'est pas achevé, les pays ne connaîtront pas précisément la valeur réelle des préférences qu'ils pourraient tirer des APE. Au travers des discussions multilatérales, l'UE est susceptible de réduire de manière substantielle les

(suite à la page 19)

La libéralisation du commerce des services en Afrique de l'ouest : éviter le piège de l'APE pour utiliser le potentiel de développement des services

Cheikh Tidiane DIEYE¹

Peu de données et d'informations fiables existent sur le secteur des services en Afrique de l'ouest. Celles qui sont disponibles « restent insuffisantes, parcellaires, disparates et sont contenues dans diverses études ou monographies effectuées soit par les institutions d'intégration de la région, soit par les pays pris individuellement. Cet éparpillement de l'information ne permet pas une lecture objective de la situation des services de la région qui puisse permettre la définition d'une stratégie cohérente des négociations. »²

Ainsi, en l'absence d'une connaissance fine du secteur, les scénarios de libéralisation du commerce des services qui seront mis en œuvre dans le cadre de l'APE seront vraisemblablement basés sur un diagnostic superficiel et des données erronées qui, à leur tour, vont sous-tendre des positions de négociations sans cohérence ni avec l'importance du secteur dans la région, ni avec les engagements des Etats d'Afrique de l'ouest dans le cadre de l'AGCS.

Tout le contraire de l'UE qui est l'un des plus grands exportateurs et importateurs de services au monde. Elle représente plus de 28% du commerce mondial des services et apparaît comme l'un des principaux demandeurs pour une libéralisation plus poussée dans ce secteur. Sa capacité de production et d'exportation de services dans tous principaux domaines couverts par l'AGCS est indéniable (Mode 1 à 3).

C'est dans ce contexte que se déroulent les négociations d'un APE entre l'Afrique de l'ouest et la Cedeao. Les services

sont inscrits comme thème particulier de ces négociations et un groupe technique conjoint créé à cet effet. Pourtant, la conclusion d'un Accord sur les services n'apparaît pas comme un impératif indispensable à la compatibilité des futures relations UE-Cedeao avec les règles de l'OMC.

I. L'UE : Un engagement quasi dogmatique pour la libéralisation des services.

A travers ses engagements à l'OMC, dans l'organisation de son marché intérieur comme dans les accords de libre-échange signés ou en voie de l'être, les positions européennes sur le commerce des services sont toujours sous-tendues par la même volonté : comment organiser la liberté la plus large possible d'établissement et de circulation des services ?

1.1 : L'Initiative Bolkestein : une proposition qui va bien loin : Une partie de la réponse à cette question se trouve déjà dans la fameuse Directive³ Bolkestein qui organise le commerce des services au sein de l'Union européenne. Dans l'exposé des motifs de cette Directive, l'UE reconnaît que les « services sont omniprésents dans l'économie moderne. Dans leur ensemble, les services génèrent quasiment 70% du PNB et des emplois et offrent un potentiel de croissance et de création d'emplois considérable. La réalisation de ce potentiel est au cœur du processus de réforme économique lancé par le Conseil européen de Lisbonne pour faire de l'UE, à l'horizon 2010, l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde »⁴.

Cette directive a fait l'objet d'une vive polémique dans les milieux politiques et

économiques et sociaux en Europe. Son objectif est d'organiser la liberté d'établissement et de circulation des services qui concerne tout à la fois les fournisseurs de services et leur personnel. En d'autres termes, il s'agit d'établir un cadre juridique qui supprime les obstacles à la liberté d'établissement des prestataires de services et à la libre circulation des services entre les Etats membres¹. Ces obstacles comprennent les lois, réglementations, arrêtés et procédures adoptés par les autorités nationales, régionales et locales, chacune à leur manière.

Le présupposé néolibéral de cette initiative est plus qu'apparent. Elle promeut la plus grande liberté possible et imaginable pour les acteurs économiques, dans un contexte où la capacité d'action des pouvoirs publics est réduite au minimum. Selon de nombreux analystes une proposition est rarement allée aussi brutalement, aussi radicalement loin que celle dite de Bolkestein dans la voie du néolibéralisme.

1.2 : Offensive tout azumith à l'OMC : l'Union européenne est à la pointe du combat pour une libéralisation plus poussée du commerce mondial des services. Elle est la principale demanderesse à l'OMC. Plus que les Etats-Unis et d'autres pays membres de l'OMC actifs dans les négociations sur les services, l'UE apparaît plus agressive dans les négociations quasi permanentes pour la mise en œuvre de l'AGCS.

De Doha à HongKong, elle a toujours fait preuve d'une remarquable activité aussi bien en matière de propositions de négociation, qu'en matière de

(suite à la page 4)

1 Cheikh Tidiane DIEYE est responsable du programme commerce à Enda Tiers Monde et Co-rédacteur de Passerelles. Cet article est la synthèse d'une réflexion plus large dans le cadre d'un projet de Africa Trade Network sur les APE. Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas les vues de l'équipe de Passerelles.

2 « Etude documentaire sur le secteur des services en Afrique de l'Ouest », Cedeao, Décembre 2006, p. 5

3 Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur, 2004.

4 Idem, exposé des motifs.

*La libéralisation du commerce des services...
(suite de la page 3)*

pressions politiques sur les pays en développement membres de l'OMC afin qu'ils prennent des engagements, les plus larges possibles, pour une ouverture de leurs marchés des services.

L'AGCS est l'un des accords les plus ambitieux de l'OMC. A tel point d'ailleurs que les membres sont obligés de procéder à sa mise en œuvre à travers « une série de négociations successives » (Art. XIX, 1). En dépit du fait qu'il est apparu évident que la plupart des pays en développement n'avait pas toute la capacité nécessaire à participer efficacement à ces négociations, l'Union européenne, considérant que les négociations n'allaient pas suffisamment vite, a proposé, défendu et obtenu, lors de la conférence ministérielle de Doha, l'adoption d'un mécanisme de demandes et d'offres d'ouverture dont l'objectif est de contraindre les pays à ouvrir, bon gré mal gré, certains secteurs de leurs économies.

Elle a profondément inspiré l'annexe C à la déclaration ministérielle de l'OMC à HongKong, qui était à tel point défavorable aux pays en développement, que ces derniers, à travers une large alliance du G90, l'ont rejeté et proposé à la place une annexe C alternative aux fins de d'inclure leurs préoccupations spécifiques dans l'accord et de préserver leur marge de manœuvre à long terme.

2. Les services dans l'APE : l'Afrique de l'ouest consentante : en connaissance de cause ?

Dans le cadre des APE entre l'Union européenne et la CE, la partie relative aux négociations sur les services, libellée sous le titre « **Etablissement, commerce des services et commerce électronique** » est « basée sur le modèle développé par la commission en 2006 » et qui se « fonde sur les principes de l'AGCS (accès au marché, traitement national et NPF). »

Deux remarques préliminaires méritent d'être faites avant de procéder à une analyse plus détaillée de la proposition européenne pour un APE avec l'Afrique de l'Ouest.

- La libéralisation des services n'est pas un prérequis pour la compatibilité de l'APE avec l'OMC

Aux termes de l'accord de Cotonou, l'inclusion d'un accord sur les services n'est pas une condition pour une compatibilité globale de l'APE avec les règles de l'OMC. Une telle vérité aurait pu suffire aux pays d'Afrique de l'ouest pour éviter d'ouvrir la « boîte de Pandore » qui consiste à engager un processus de libéralisation du commerce des services qui, au vue de la proposition européenne, devrait aller beaucoup plus loin que les limites fixées par l'OMC.

La région a donc bien le droit – mais aussi l'intérêt – d'exclure la libéralisation des services de l'APE. Elle peut bien se garder de prendre quel que engagement que ce soit en matière d'ouverture et d'accès aux marchés, y compris dans les domaines que les experts de la région ont jugé prioritaires⁵ pour la région à savoir : services fournis aux entreprises ; services de communication ; services de construction et services d'ingénierie connexes ; services de distribution, services concernant l'environnement ; services financiers (assurance, services bancaires et autres services financiers) ; services relatifs au tourisme et aux voyages ; services récréatifs, culturels et sportifs : services de transport (maritime, aérien, ferroviaire, routier, par conduites, services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport).

Si par contre la région décide choisit d'inclure les services dans l'APE, comme ça semble être le cas actuellement, l'accord devra être conforme à l'Art. V de l'AGCS qui implique que :

- 1) L'accord doit couvrir un nombre substantiel de secteurs (Art. V. 1. (a),
- 2) inclure le Traitement national et l'élimination de toute discrimination (Art V. 1. (a)
- 3) Les pays en développement pourraient libéraliser moins et en

particulier donner moins de Traitement national que les pays développés (Art. V. 3 (a)),

- 4) La question de l'intégration régionale doit être dûment pris en compte (Art. V.2)

Même si des secteurs prioritaires ont été déjà identifiés dans la région, la proposition de l'UE n'indique ni la portée ni l'ampleur de la libéralisation à laquelle les pays de la région seront appelés pour être conforme à l'Art. V. 1 (a) de l'AGCS. Elle indique simplement que la libéralisation sera asymétrique, progressive et réciproque et doit faciliter l'intégration régionale. Ceci pourrait pousser les pays de la région à libéraliser au-delà de leurs engagements à l'OMC.

- Un cheval de Troie pour la libéralisation de l'investissement :

C'est à peine si l'Europe arrive à cacher son intention d'utiliser le commerce des services pour amener la région à satisfaire son insistante demande de libéralisation des investissements selon les principes et les règles de l'AGCS. L'UE s'est très tôt heurtée au refus des pays africains d'ouvrir des négociations sur les thèmes de Singapour, en particulier sur la concurrence, les marchés publics et l'investissement, au motif, non seulement qu'une libéralisation dans ces secteurs leur serait préjudiciable, mais qu'il se devaient, plus que tout, d'être cohérents avec leurs propres positions à l'OMC⁶. C'est donc sans doute pour contourner cette difficulté, qui à par moment pris une tournure politique, que l'UE tente d'obtenir la suppression de toutes les restrictions, parfois nécessaires à l'investissement, en passant par la fenêtre déjà ouverte sur les services.

En effet à travers le Titre « Etablissement », l'UE a réussi à intégrer à la fois la libéralisation de l'investissement dans les services (au Titre du Mode 3 de l'AGCS) et la libéralisation des investissements dans des domaines autres que les services en passant par ces derniers.

Et c'est là que réside toute la difficulté pour les pays d'Afrique de l'ouest. Alors que nombre de ces pays ont pris des engagements limités dans un nombre également limité de secteurs à l'OMC, à cause entre autres de leur manque

5 Rapport du Groupe d'expert d'AO en charge des services, réunion de Cotonou, 2-3 avril 2007.

6 Voir les déclarations des Ministres du commerce de l'Union africaine du Caire, de Nairobi, d'Addis Abéba etc.

d'expertise pour identifier rigoureusement les secteurs dans lesquels ils ont un intérêt offensif certain et de leur incapacité à évaluer l'impact potentiel de la libéralisation sur ces secteurs, la proposition européenne est telle qu'elle expose le maximum de secteur à une libéralisation forcée, lente mais inéluctable.

2.1 : Des restrictions qui vont au-delà de l'OMC : OMC+

En matière d'accès aux marchés au titre des Modes 1 et 3 (Fourniture transfrontalière et Présence commerciale (Etablissement)), l'UE énumère dans sa proposition une liste de mesures qu'aucune partie ne maintient, ni n'adopte que ce soit au niveau d'une subdivision régionale, ou au niveau de l'ensemble de son territoire, à moins qu'il ne soit spécifié autrement à l'annexe (...). Ces mesures sont les suivantes :

- Les limitations concernant le nombre de fournisseurs de services, que ce soit sous forme de contingents numériques, de monopole, de droits exclusifs ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ;
- Limitation concernant la valeur des transactions ou avoirs en rapport avec les services sous la forme de contingents numériques ou l'exigence d'un examen de besoins économiques ;
- Limitation concernant le nombre total d'opérations de services ou de quantité totale des services produits, exprimées en unités numériques déterminées sous le forme de contingents ou de l'exigence d'un examen des besoins économiques ;
- Limitation concernant la participation de capital étranger, exprimées sous forme d'une limite maximale en pourcentage de la détention d'actions par des étrangers, ou concernant la valeur totale des d'investissements étrangers particuliers ou globaux ;
- Mesures qui restreignent ou prescrivent des types spécifiques d'établissements (filiales, succursales, bureau de représentation etc...) ou de coentreprises par l'intermédiaire desquels un investisseur de l'autre partie peut exercer une activité économique.

Ces dispositions présentent un double risque pour la région et sont en contradiction avec les engagements de l'UE en matière de promotion de l'intégration régionale. En l'absence d'une réglementation régionale commune sur les services et de statistiques fiables au niveau régional sur le potentiel de production et les tendances d'évolution secteur par secteur, l'Afrique de l'ouest ne pourra rigoureusement pas élaborer **une liste d'engagements** qui prendra dûment en compte les préoccupations actuelles et futures de la région. Les engagements seront donc nécessairement basés sur les cadres nationaux, ce qui ne donne pas une cohérence d'ensemble régional. De plus le temps restant pour la signature l'accord ne permet nullement à la région de mettre en place un instrument efficace de diagnostic et d'évaluation de son secteur des services.

Les analyses existantes, mais aussi le bon sens, indiquent que la mise en place d'une réglementation régionale en matière de commerce des services est un préalable incontournable pour l'Afrique de l'ouest si elle veut avoir des chances de négocier un accord qui ne lui serait pas irrémédiablement préjudiciable. Cette réglementation régionale ne signifie pas une simple harmonisation des lois et règlements nationaux existants. Elle suppose une mise à plat de l'ensemble des mesures nationales pertinentes et leur utilisation comme repère, pour la production d'une réglementation régionale qui n'aurait pour seule référence que les objectifs d'intégration régionale et de développement de la région.

- **Flexibilités NPF** : Dans l'exposé des motifs, le projet de texte de la CE affirme que les clauses NPF rendent possibles des obligations asymétriques des parties tout en soutenant l'intégration régionale. Il ajoute que les « Etats de l'Afrique de l'ouest sont tenus d'offrir à l'UE uniquement des avantages offerts à des principales puissances commerciales (par exemple les Etats-Unis, le Japon, le Brésil, la Chine) et non les conditions offertes aux autres pays (...) Par ailleurs les Etats de la région peuvent bénéficier entre eux d'un traitement plus favorable par rapport à celui offert à l'UE. »

Cette prétendue souplesse dans les dispositions NPF est cependant un leurre. Elle est destinée à cacher le vrai enjeu de cet accord qui porte moins sur les relations entre les Etats que sur les conditions d'opération des entreprises étrangères et nationales au sein des Etats. C'est pourquoi l'UE s'entoure ici juste de la garantie de bénéficier de traitements non moins favorable que ceux offerts aux principales puissances commerciales partenaires de la région. Pour le reste, faisant preuve d'une générosité inattendue, elle « accorde » aux pays de la région la possibilité de s'octroyer mutuellement un traitement plus favorable que celui accordé à l'Europe. Une flexibilité NPF en faveur de la région que neutralise la contrainte du Traitement National qui en la matière est beaucoup plus opératoire.

- **Contraintes TN** : En matière de commerce des services ce sont moins les Etats que les multinationales qui opèrent. Or ici, la position de l'Europe est sans équivoque : la région est tenue d'accorder aux « établissements et investisseurs de l'autre partie (l'Europe) un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres établissements et investisseurs similaires (TN). »

Ainsi, à travers ces deux dispositions, l'UE s'assure, d'une part que quel que soit l'importance du rôle que les puissances commerciales comme les Etats-Unis, le Japon, le Brésil et la Chine pourraient être amenés à jouer aux côtés des pays d'Afrique de l'ouest, aucun avantage ne puisse leur être accordé en contrepartie de leurs efforts grandissants pour la région. D'autre part, à travers le Traitement National, l'UE aménage pour ses entreprises un espace d'opération libéré de toute restriction ou discrimination. Elle fait ainsi deux coups avec la même pierre.

2.2 : Un impératif de développement piégé par l'APE

Avec une orientation biaisée dès le départ, une libéralisation des services dans le cadre de l'APE pourrait difficilement bénéficier à la région. Elle pourrait se voir confronter à de

(suite à la page 20)

Investissement, Concurrence et Marchés publics : chassés par la porte à l'OMC, les thèmes de Singapour reviennent par la fenêtre dans les APE

Bibiane Mbaye Gahamanyi¹

INTRODUCTION

Malgré les réserves exprimées par les autorités des pays africains, les institutions spécialisées², les parlementaires, et le rejet unanime des autres parties prenantes telles que les ONG de développement, les producteurs agricoles, les syndicats, les négociations de l'APE entre les régions du groupe ACP et la CE sont entrées dans leur phase finale et seront probablement conclues avant 2007, ou au plus tard courant 2008, après une négociation marathon³.

Dans l'objectif de renforcer les Etats Africains pendant ces négociations et

de contribuer à élaborer et affiner l'agenda des régions au mieux de leurs intérêts de développement, le groupe de travail APE du Réseau Africain sur le Commerce (ATN) développe une analyse des dispositions des différents textes APE proposés soit par la CE soit par l'une ou l'autre des régions africaines en négociation. Cette analyse, ainsi que les recommandations qui en découlent, procède d'une approche non dogmatique basée sur le contexte et les nécessités liés aux besoins d'intégration et de développement des économies africaines.

"We reaffirm that these issues be kept outside the ambit of EPA negotiations"

La Conférence des Ministres du Commerce de l'Union Africaine (Caire 2005 et Nairobi 2006) tout comme le Comité Ministériel de Suivi des négociations de l'APE en Afrique de l'Ouest ainsi que les Regional Negotiation's Forum (RNF) des pays de l'Afrique Orientale et Australe (AOA) et ceux de la SADC ont en conséquence clairement indiqué leur opposition à inclure ces questions dans l'APE. La Commission Européenne, par contre, n'entend pas négocier un APE, sans règles contraignantes sur l'investissement et la concurrence ainsi que sur les marchés publics. Ces questions constitueraient un enjeu majeur de développement et en tant que tels seraient au cœur de l'APE.

Les principales caractéristiques des textes APE sur la concurrence, l'investissement et les marchés publics

La négociation de l'APE est en général caractérisée par **l'incohérence entre le discours et les faits réels guidés par la stratégie de politique commerciale** élaborée et mise en œuvre par ailleurs par la CE. Cette incohérence générale dans l'APE ressort particulièrement dans la manière de traiter les questions dites de Singapour.

Par exemple, la volonté de la CE à libéraliser les marchés publics sous prétexte de transparence, ne s'étend pas aux marchés publics issus de financement de coopération ou assistance. Ceux-ci doivent demeurer tel que conçu par l'Accord de Cotonou, c'est à dire la chasse gardée du bailleur.

Absence de traitement spécial et différencié (TSD). Le Traitement Spécial et Différencié reconnu au niveau multilatéral est basé sur les grandes différences économiques et sociales entre riches et pauvres et sur les spécificités des économies de ces derniers. Dans l'APE cependant et en matière de concurrence et marchés publics notamment, la CE propose **les mêmes obligations (légales) et les mêmes droits pour les régions Africaines et pour la Communauté Européenne.**

La nature des questions de concurrence, investissement et les marchés publics fait qu'elles sont à même d'influencer directement le comportement des fragiles industries nationales et la structure de l'économie nationale en général. D'où la nécessité d'appliquer un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans le traitement de ces questions en particulier pour leur permettre de s'ajuster.

En matière de concurrence par exemple, le TSD est encore plus justifié par le fait que les pratiques anti-concurrentielles sont plus le fait des grandes entreprises étrangères et que celles ci affectent le plus le marché interne des pays en développement et rend difficile, voire impossible, l'accès de ceux-ci aux marchés des pays développés⁵.

Ainsi, le respect de pratiques non concurrentielles afin de ne pas compromettre ou d'annihiler le développement des plus faibles devrait reposer le plus sur des engagements et la coopération des pays développés.

- 1 Bibiane Mbaye coordonne le Programme de Plaidoyer sur l'accord de Cotonou à Enda Tiers Monde et la plate forme de la société civile ouest africaine sur l'accord de Cotonou. Elle participe aux négociations de l'APE au titre des acteurs non étatiques. Ce texte est tiré d'une analyse large de la proposition de texte de la CE. Son aspect synthétique ne reproduit pas évidemment toute la richesse du texte original.
- 2 Voir par exemple le rapport de la CEA sur l'examen des négociations de l'APE. Ce rapport approuvé par la réunion des ministres du commerce de l'UA (Addis Abeba février 2007) affirme qu'aucune région n'a les capacités et n'est prête pour mener la négociation APE de manière à en tirer des avantages pour son développement
- 3 Les négociations régionales ont débutés pour l'A.O. et l'A.C. en octobre 2003 et ...2004 pour les autres régions. Les négociations auront ainsi duré 3 ans.
- 4 Déclaration de Nairobi sur les Accords de Partenariat Economique, Conférence des Ministres du Commerce de l'Union Africaine, 4ème Session ordinaire p4, §14
- 5 Voir entre autres: Competition Provisions in Regional Trade Agreements: How to Assure Development Gains. UNCTAD 2005

En matière d'investissement également il semble évident que les pays principalement récipiendaires ne peuvent être traités de la même manière que les pays pourvoyeurs.

D'autres exemples telles que la question de la période de transition illustrent ce manque de TSD. L'APE entre en vigueur en 2008, cependant en vertu de l'asymétrie, l'APE serait appliquée pour l'Europe dès la mise en vigueur alors que les pays ACP bénéficieraient de transitions jusqu'à 2020. En ce qui concerne les mesures sur la concurrence, soit la mise en application est immédiate en 2008 ou la transition est limitée à 5 ans. Ces mesures concernent notamment les privatisations des services publics et les aides publiques aux entreprises.

L'APE ignore la différenciation entre les régions africaines. Malgré leurs disparités⁶, une même formule est appliquée à toutes les régions. Pourtant, l'un des arguments avancés par la CE pour éviter la négociation dans un cadre tous ACP est celui de la différenciation par région.

L'Inadéquade convergence avec le modèle européen. Malgré son discours sur le respect des choix et politiques des régions, la CE semble déterminée non seulement à imposer les règles sur la concurrence, l'investissement et les marchés publics, mais également l'alignement

sur le modèle européen, l'un des plus libéral et des plus contraignant. Cette tâche pourrait être facilitée pour les régions A.O. et centrale, par le fait que l'UEMOA et la CEMAC font parties⁷ des rares régions en développement à avoir copié le modèle européen sur la mise en œuvre en matière de concurrence par exemple, jusqu'à la création d'une institution supra nationale de règlement des conflits, même si par ailleurs, l'application n'est pas effective.

De même, les règles relatives aux marchés publics, sont une fidèle transcription de l'Accord plurilatéral sur les Marchés Publics (AMP). En effet, les principes de base ou les objectifs poursuivis dans le texte proposé pour l'APE, correspondent fidèlement à ceux de l'AMP qui a été rejeté par l'Afrique et les pays en développement dans leur ensemble. L'APE comme l'AMP mettent en exergue la promotion de la transparence, l'accroissement de la compétition, l'utilisation « parcimonieuse » des deniers publics et la garantie de l'égalité de traitement entre les soumissionnaires. Les marchés publics procèdent de critères et de choix politiques qui ont un impact important sur l'emploi local, la qualité des services, et l'accès à ces derniers.

Les dispositions du texte de l'AOA, sur la compétition et l'investissement, tiennent compte de la différence de contexte et de niveau de développement, c'est pourquoi la non réciprocité est respectée et qu'il est attendu de la Communauté Européenne des engagements plus importants que ceux attendus de la région AOA, en matière de coopération. Cependant, il a été démontré de manière empirique, que les dispositions de coopération sur la concurrence dans les accords régionaux n'étaient pas respectées et que la pratique d'une coopération informelle aurait de meilleurs résultats⁸.

Il faut noter en outre que les dispositions prévues pour la protection des investissements (création de fonds de garanties par la coopération) font preuve de créativité pour sécuriser les investissements sans pour autant aliéner la capacité d'action des Etats sur leurs économies.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

« la CE n'a pas d'intérêt offensif dans l'APE, son objectif dans la négociation est le développement durable des pays et régions ACP ».

Habituellement, une négociation procède du donner et du recevoir, ce principe ne s'appliquerait cependant pas à l'APE. Une seule partie –les ACP- est censée bénéficier de l'Accord. Les deux parties agiraient ensemble pour l'intérêt bien compris des pays ACP, la CE ne recherchant aucun avantage commercial dans l'APE. Paradoxalement, la partie « récipiendaire » est la plus réfractaire, sans doute, parce que celle-ci réalise que l'application de cet agenda qui n'est pas le sien, risque en réalité de lui porter tort.

Il y a loin du discours aux faits réels. Malgré son discours sur le respect des choix et des politiques des régions ACP, la Commission Européenne ne respecte ni les principales revendications de fond¹⁰, ni les positions des régions africaines sur le contenu de l'APE, en l'occurrence, leur volonté de tenir les questions de Concurrence, Investissement et Marchés Publics hors des négociations de l'APE¹¹.

Dès lors que les incohérences et le manque de pertinence de l'APE face au contexte et aux besoins spécifiques des régions Africaines, sont avérés, malgré l'attirail sémantique (vertueux) utilisé, il est important d'établir, comme point de départ, ou comme principe de base, le fait que malgré le discours et le cadre institutionnel (Accord de Partenariat ou Accord de Cotonou, qui est un accord de coopération pour le développement), l'APE, accord de libre échange entre deux parties fortement inégales, est fondamentalement inéquitable.

Les régions africaines en négociation ont raison de continuer à refuser fermement toute mesure qui vise à les contraindre à prendre des engagements à l'encontre de leur intérêt économique et de leur propre agenda au risque d'accepter de signer un **APE qui ne serait qu'un outil de domination économique et politique de l'Europe.**

(suite à la page 20)

6 L'Afrique de l'Ouest est la « région la moins la avancée », 13 pays sur 16 sont des PMA

7 Avec le CARIFORUM et...(voir doc)

8 Implementing Competition Related Provisions in Regional Trade Agreements : Is it Possible to Obtain Development Gains? UNCTAD 2006

9 Voir Epa hymn et discours maintes fois répétés par les négociateurs de la CE y compris le négociateur en chef P. Mandehison. L'UE n'aurait pas d'intérêt offensif dans l'APE ni tout simplement d'intérêt commercial avec les pays Africains, la part de ceux-ci dans le commerce mondial n'étant que de 2% est insignifiante.

10 Sur les aspects développement notamment

11 Voir Déclarations des ministres de l'UA sur les APE

Coton : Appel sans renvoi. Un défaut de conception du règlement des différends de l'OMC et comment y remédier

Joost Pawelyn

Aux fins des règles actuelles du règlement des différends, une décision favorable d'un Groupe spécial peut devenir inapplicable si l'Organe d'appel ne dispose pas de base factuelle pour achever son analyse. Un tel résultat est particulièrement défavorable aux pays en développement.

Imaginez que vous êtes un pays en développement pauvre qui a pris son courage à deux mains et mobilisé des ressources financières pour déposer une plainte à l'OMC. Il se trouve que le Groupe spécial de l'OMC a tranché en votre faveur. Malheureusement, en appel, l'Organe d'appel rejette la décision du Groupe spécial et, ce qui est pire, décide qu'il ne peut arriver à une conclusion quelconque en raison de lacunes dans les données factuelles du Groupe spécial. Ainsi, après (en moyenne) une année et demie de litiges, vous vous retrouvez les mains vides. Ceci ressemble-t-il à un cauchemar pour les décideurs des pays en développement ? Oui, en effet. Est-ce possible dans le cadre des règles actuelles du règlement des différends à l'OMC ? Oui, parfaitement.

Un défaut de conception qui nuit aux pays en développement

Ce scénario cauchemardesque peut se produire et se produit en raison d'un défaut de conception dans le règlement des différends à l'OMC : l'Organe d'appel n'a pas de mandat pour statuer sur des questions factuelles, ce qui veut dire parfois qu'il n'est pas en mesure d'achever un différend. Cependant, dans le même temps, il ne peut non plus renvoyer un différend au Groupe spécial initial, ce qui contraint parfois un plaignant à redéposer une plainte en repartant de zéro. Dans un nombre croissant de différends, l'Organe d'appel a donc laissé des différends non résolus dans leur totalité ou en partie : dans le différend *EC – LAN Equipment*, l'Organe n'a pas fourni de réponse aux États-

Unis ; il en a été de même en ce qui concerne le différend *US – DRAMS*, pour lequel la Corée est repartie sans qu'il n'y ait de conclusion sur le point de savoir s'il y avait ou non une subvention. Dans le différend *EC – Sugar* également, l'Organe d'appel n'a simplement pas été en mesure d'arriver à une conclusion au titre de l'Accord sur les subventions, privant potentiellement les parties plaignantes, à savoir l'Australie, le Brésil et la Thaïlande, de mesures correctrices plus fortes.

Qu'est-ce que cela signifie pour les pays en développement ? L'absence de procédure de renvoi peut contraindre les pays en développement parties plaignantes à passer par deux procédures complètes avant d'arriver à un résultat quelconque. En raison des contraintes de temps et de ressources, cette réintroduction d'un différend suite à la conclusion de l'Organe d'appel selon laquelle 'il n'est pas en mesure d'achever l'analyse' peut simplement être exclue. Les fonds et/ou les ressources humaines peuvent simplement ne pas être disponibles pour une autre série de consultations, de travaux du Groupe spécial et d'auditions de l'Organe d'appel.

De plus, il peut être trop long d'avoir à attendre une ou deux années supplémentaires pour la résolution d'un différend : le manque d'accès à des marchés d'exportation vitaux (tels que ceux de l'UE ou des États-Unis) pendant une à deux années supplémentaires peut contraindre les entreprises des pays en développement à mettre la clé sous la porte.

Alors, que faut-il faire ?

Trois stratégies sont disponibles : (i) permettre à l'Organe d'appel d'achever l'analyse plus fréquemment dans le premier cycle de procédures ; (ii) accélérer la réintroduction de différends

dans un second cycle de procédures au sein du système actuel ; ou (iii) amender le Mémoire d'accord sur le règlement des différends et introduire un système de renvoi ou de référence. Ces stratégies ne s'excluent pas mutuellement et devraient, idéalement, être complémentaires.

Résolution rapide par l'Organe d'appel

En premier lieu, les Groupes spéciaux et les parties au différend devraient faire de leur mieux pour permettre à l'Organe d'appel d'achever l'analyse. Si l'Organe d'appel est en mesure de résoudre le différend, un renvoi n'est d'ailleurs pas nécessaire. Les Groupes spéciaux peuvent contribuer à apporter des conclusions alternatives, en particulier des conclusions factuelles, préparant ainsi le terrain pour les conclusions juridiques consécutives de l'Organe d'appel. Les Groupes spéciaux devraient également s'abstenir de trop avoir recours au 'principe d'économie jurisprudentielle' et devraient au minimum décider de toutes les plaintes qui sont nécessaires pour permettre une résolution effective du différend (ce que l'on appelle le test *Salmon* relatif au faux principe d'économie jurisprudentielle). Les parties au différend, à leur tour, devraient être assez attentives pour demander un 'achèvement de l'analyse' avant l'Organe d'appel, pour ne pas être prises par surprise par une inversion puis par un silence consécutif. L'Organe d'appel lui-même peut également faciliter la résolution rapide des différends. Pour que davantage de différends puissent être résolus avant l'Organe d'appel lui-même, ce dernier ne devrait refuser d'achever l'analyse qu'au cas où les données factuelles du Groupe spécial sont incomplètes. Si l'Organe d'appel interroge les parties de manière attentive lors de l'audition et peut-être même par la suite (il pourrait également prendre des décisions préliminaires), les

* Joost Pawelyn est Professeur de droit à Duke University, à Durham, en Caroline du nord. Cet article est un résumé qui donne un aperçu de son étude plus longue commanditée par l'ICTSD sur le sujet.

préoccupations concernant la 'nouveau' des plaintes juridiques ou la garantie de procédure régulière ne devraient ni être soulevées, ni empêcher l'Organe d'appel de trancher le différend (*jura novit curiae*).

Enfin, avec un amendement du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les limites du réexamen en appel à l'OMC pourraient être assouplies en permettant à l'Organe d'appel lui-même de prendre des décisions sur les désaccords factuels. Bien que ceci prive les parties du droit de faire appel, ce droit d'appel n'est pas absolu et devrait être pris en considération par rapport aux avantages d'une résolution ponctuelle du différend. Il ne fait aucun doute qu'il serait beaucoup plus rapide et plus simple de faire trancher le différend par l'Organe d'appel au lieu d'avoir à passer par un processus de renvoi, si ce n'est d'avoir à réintroduire totalement le différend.

Accélérer la réintroduction d'un différend

Une seconde stratégie à adopter pour éviter le scénario cauchemardesque d'avoir à consacrer une année et demie à des litiges à l'OMC sans résultats substantiels est de recourir de manière créative au système actuel de règlement des différends pour arriver à une seconde procédure accélérée. Une voie à suivre est de recourir aux procédures de mise en œuvre de l'article 21.5 pour obtenir l'achèvement de l'analyse. De telles procédures devraient être achevées dans un délai de 90 jours. C'est exactement ainsi qu'ont procédé les États-Unis et la Nouvelle-Zélande dans le différend *Canada – Dairy (Article 21.5 – II)* : suite à la conclusion de l'Organe d'appel dans la première procédure au titre de l'article 21.5 selon laquelle il ne pouvait achever l'analyse, les parties plaignantes ont simplement sollicité l'établissement d'un second Groupe spécial au titre de l'article 21.5. On pourrait imaginer qu'une première procédure au titre de l'article 21.5 peut également servir pour l'achèvement d'éléments de l'analyse qui ne pouvaient être achevés dans le cadre de la procédure initiale. Cependant, dans les cas où la procédure initiale n'a pas constaté de violation (comme dans le différend *EC – LAN Equipment*), une partie plaignante ne peut invoquer des procédures de mise

en œuvre aux fins de l'article 21.5, car il n'y a rien à mettre en œuvre.

Une autre manière d'accélérer une seconde série de procédures de Groupe spécial, sans processus de renvoi effectif, c'est que les parties conviennent de raccourcir et/ou simplifier les procédures de réintroduction : elles pourraient désigner les mêmes membres de Groupe spécial, convenir d'une seule série de communications et d'une seule audition, et même se passer du stade du réexamen provisoire. Là où les parties ne peuvent se mettre d'accord pour une réintroduction rapide d'un différend, les groupes spéciaux eux-mêmes, après simple consultation avec les parties, peuvent modifier les procédures de travail régulières (non les dispositions mêmes du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends).

Un système de renvoi ou de référence

Une troisième stratégie visant à éviter d'avoir à réintroduire totalement des différends dans les cas où l'Organe d'appel n'est pas en mesure d'achever l'analyse c'est, bien sûr, d'amender le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de prévoir un processus de renvoi. Les rédacteurs initiaux du Mémorandum n'ont pas inclus de processus de renvoi essentiellement de crainte qu'il n'allonge les délais (opinion soutenue par les États-Unis) ou qu'il ne rende les procédures trop complexes (argument avancé par de nombreux pays en développement, même d'ailleurs, en ce qui concerne l'ajout d'une procédure d'appel). D'autres négociateurs ont peut-être considéré qu'un processus de renvoi n'était pas nécessaire parce que l'Organe d'appel lui-même peut 'modifier' les conclusions des groupes spéciaux.

Du fait que les différends dans le cadre du GATT étaient généralement peu complexes sur le plan factuel, on aurait pu s'attendre à de telles modifications, sans que cela n'exige de nouvelles conclusions factuelles. Plus de dix années d'expérience concernant le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ont toutefois clairement montré qu'un renvoi ferait de fait gagner du temps, par rapport à une réintroduction totale des différends (ce qui réfute l'argument des délais avancé par les États-Unis pour s'opposer au renvoi), que la complexité accrue d'un renvoi est préférable au gaspillage de ressources et de temps lié à la réintroduction complète d'un différend (ce qui réfute les préoccupations des pays en développement concernant le renvoi) et enfin, que la complexité factuelle accrue des différends à l'OMC met souvent l'Organe d'appel dans l'impossibilité de 'modifier' les conclusions des groupes spéciaux sans faire de nouvelles conclusions factuelles.

En conséquence, presque tout le monde s'accorde sur le fait que le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends a besoin d'un processus de renvoi. Cependant, le diable est dans les détails : Quelle forme le processus devrait-il prendre ? Pas moins de quatre propositions sont actuellement sur la table des négociations pour le réexamen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (celles de la Jordanie, de l'UE, de la Corée et conjointement, de l'Argentine, du Brésil, du Canada, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège). Ces propositions soulèvent trois questions fondamentales.

Qui déclenche le renvoi, quand, et que ce passe-t-il après ?

L'absence de procédure de renvoi peut contraindre les pays en développement parties plaignantes à se plier à deux procédures complètes avant d'arriver à un résultat quelconque. En raison des contraintes de temps et de ressources, cette obligation d'intenter une seconde action à la suite de la conclusion de l'Organe d'appel selon laquelle 'il n'est pas en mesure d'achever l'analyse' peut simplement être exclue. Les fonds et/ou les ressources humaines peuvent simplement ne pas être disponibles pour une autre série de consultations, de travaux du Groupe spécial et d'auditions de l'Organe d'appel. De plus, il peut être simplement trop long d'avoir à attendre une année ou deux de plus pour la résolution d'un différend : le manque d'accès à des marchés d'exportation vitaux (tels que ceux de l'UE ou des États-Unis) pendant une à deux années supplémentaires peut contraindre les entreprises des pays à mettre la clé sous la porte.

(suite à la page 21)

Soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges : Alternatives pour des disciplines par produit

Cinthia Costa, André Nassar
et Marcos Jank*

L'établissement de plafonds de dépenses par produit sur les subventions agricoles, sur la base des effets pervers qu'elles peuvent avoir sur les prix internationaux, serait un moyen de réduire les distorsions des échanges entraînées par les politiques de soutien interne.

Les Groupes spéciaux de l'OMC pour le sucre et le coton ont introduit deux nouveaux paramètres pour des disciplines par produit sur les subventions agricoles. Le premier, particulièrement manifeste dans le différend sur le coton, est que les subventions agricoles qui entraînent des distorsions du marché relèvent de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, en particulier lorsqu'elles causent un préjudice grave. Concernant le second, les Groupes spéciaux ont constaté que certaines formes de soutien interne peuvent agir en tant que subventions à l'exportation et donc que de telles subventions doivent être éliminées.

Cependant, la jurisprudence ne spécifie comment éliminer les effets négatifs du soutien interne sur le marché, ni ne propose de critère qui aiderait à déterminer si la réforme d'un programme réputé incompatible avec l'OMC a effectivement éliminé l'élément qui

fausse les échanges dans la subvention. Les négociations du Cycle de Doha offrent une occasion précieuse d'élaborer des disciplines qui permettront de minimiser les effets de distorsion des échanges des subventions internes par produit, en améliorant les dispositions relatives à des 'réductions substantielles du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges' tel qu'établi dans le mandat de négociation.

Un moyen de s'attaquer au problème serait de fixer des plafonds par produit sur les subventions ayant des effets de distorsion des échanges, sur la base des dépenses au titre des Catégories bleue et ambre notifiées par les Membres de l'OMC.²

Nous avons retenu les États-Unis comme étude de cas pour cette analyse, parce que leurs programmes de soutien des prix sont fortement concentrés sur quelques produits. De plus, le pays est un exportateur global significatif des produits de base visés et les dépenses américaines en matière de subventions agricoles sont beaucoup plus élevées au

cours des années où les prix mondiaux sont faibles pour ces produits de base, ce qui produit de graves répercussions négatives considérables sur le marché mondial. En outre, dans les négociations du Cycle de Doha, les États-Unis ont fait preuve d'une forte réticence à accepter des disciplines par produit allant au-delà des plafonds de dépenses basés sur la période de référence 1999-2001 (la période de base est toujours un sujet de litige dans les négociations).

En faisant la moyenne des données récentes, les produits analysés dans le tableau ci-dessous représentent environ 75% de tous les programmes américains de soutien aux prix agricoles.

Définition des plafonds sur la base de la distorsion des prix

L'effet restrictif des subventions sur les prix globaux est un indicateur approprié pour l'établissement de disciplines par produits pour trois raisons. En premier lieu, c'est un indicateur fiable du préjudice grave tel que défini dans l'article 6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et tel

* Markos Jank est Président d'ICONE (Institute for International Trade Negotiations) à São Paulo. Cinthia Costa, Chercheur et coordinatrice de l'analyse quantitative et André Nassar est le Directeur général de l'Institution.

1 Les auteurs remercient chaleureusement Andriana Verdier et Maria Rodriguez-Alcala pour l'assistance qu'elles leur ont apportée pour cette étude. Une version complète de l'article, avec des détails sur la méthodologie utilisée, est disponible sur le site Web d'ICONE (www.iconebrasil.org.br/en).

2 Selon l'Accord Cadre de juillet 2004 « Pour empêcher le contournement de l'objectif de l'Accord par des transferts d'un soutien interne inchangé entre différentes catégories de soutien, les MGS par produit seront plafonnées à leurs niveaux moyens respectifs selon une méthodologie à convenir. »

Tableau 11 : Part des produits de base clés dans les subventions agricoles américaines et valeur de leur production intérieure (valeurs moyennes pour 2000-2005)

	Part des subventions agricoles américaines totales (subvention par produit/ total subventions agricoles)	Valeur de la production Subvention par produit/ Valeur production par produit)
Coton	18%	63%
Soja	10%	11%
Maïs	31%	26%
Blé	10%	28%
Riz	6%	87%
Total	75%	27%

que le montre le différend sur le coton ; en second lieu, il a des incidences négatives sur tous les fournisseurs internationaux qui exportent aux prix du marché (c'est-à-dire sans discrimination entre exportateurs) ; et en troisième lieu, il accroît la volatilité du prix international d'un produit et affecte donc également les importateurs mondiaux.

Bien que l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires reconnaisse que les subventions ayant des effets de distorsion des échanges abaissent effectivement les prix mondiaux, il n'établit pas quel niveau de distorsion des échanges serait considéré comme ayant des effets négatifs pour les exportations d'autres pays. De plus, aucune des propositions actuellement sur la table des négociations agricoles du Cycle de Doha ne prend en compte la distorsion des échanges maximale acceptable que tout produit subventionné spécifique pourrait être autorisé à causer aux marchés mondiaux.³

L'établissement de plafonds par produit sur la base des niveaux appliqués de la mesure globale du soutien (MGS) – ou des disciplines anti-concentration pour la Catégorie bleue – ne garantit pas en soi que ces subventions feront l'objet de disciplines en fonction de leurs incidences de marché. Nous proposons donc que, quelque soit la forme des nouveaux plafonds de dépenses des subventions (soit individuels, soit combinés pour les deux catégories), la valeur soit déterminée sur la base de la distorsion des prix causée par le produit subventionné sur les marchés mondiaux.

L'analyse par Daniel Sumner de l'impact des subventions américaines sur les prix mondiaux des produits de base agricoles a montré qu'elles sont plus susceptibles

de déprimer les cours mondiaux du maïs (de 10%), du blé (de 8%) et du riz (de 6%).⁴ En contribution aux négociations du Cycle de Doha sur le soutien interne par produit, nous suggérons que les plafonds de telles subventions soient fixés sur la base d'une baisse maximale de deux pour cent des prix mondiaux.

Plafonds globaux par produit

Le tableau 2 montre le montant des subventions internes américaines ayant des effets de distorsion des échanges qui entraîneraient une distorsion de deux à quatre pour cent des prix mondiaux. Pour calculer l'impact d'une subvention interne d'un pays sur les prix mondiaux, nous nous sommes basés sur un modèle économique d'offre et de demande pour les produits agricoles qui bénéficient de subventions. Nous sommes supposé d'un scénario de prix faible d'un produit en nous fondant sur le fait que les subventions américaines ayant des effets de distorsion des échanges enregistrent une hausse lorsque les prix baissent. Les plafonds proposés pour les subventions internes par produit sont donc destinés à lutter contre l'excès de subventionnement lorsque les prix mondiaux sont faibles.

Les calculs présentés dans les Tableaux 1 et 2 sont fondés sur les subventions ayant des effets de distorsion suivantes : les crédits d'aide à la commercialisation et autres programmes de moindre valeur notifiés en tant que soutien MGS ; les aides contre les pertes de marché de 1998 à 2001 ; et les paiements contracycliques depuis 2002. Les

contrats de flexibilité de la production jusqu'en 2001 et les paiements directs à compter de 2002 n'étaient pas inclus dans notre étude. L'inclusion de ces programmes dans le calcul des effets de distorsion des échanges aurait très certainement entraîné des plafonds par produit plus bas que ceux que nous avons proposés ici.

Les plafonds que nous proposons pour les subventions par produit sont fondés sur la valeur qui correspond à une distorsion des prix des marchés mondiaux de 2%. Nous comprenons qu'un niveau de distorsion plus élevé ne serait pas acceptable pour fixer des disciplines sur les subventions par produit dans les négociations du Cycle de Doha. Les chiffres relatifs à une distorsion de 4% dans le tableau n'ont été inclus que pour servir de comparaison par rapport aux autres valeurs. Alors que ce niveau est élevé, de telles distorsions sont survenues plusieurs fois durant la période de mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay.

Le Tableau 2 montre une corrélation assez forte entre le montant des subventions qui peuvent avoir un effet de distorsion d'environ 2% sur les prix mondiaux et la valeur de 10% de la production américaine (entre 1999 et 2005) pour chaque produit inclus. L'on se fonde sur cette corrélation pour suggérer un critère aisément mesurable et applicable pour les disciplines par produits sur les subventions appliquées par les pays développés. En d'autres termes, si l'on recourt aux valeurs

Tableau 2 : Soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges (en milliards de dollars US) appliqué par les États-Unis en périodes de chute des prix mondiaux

	Soutien interne ayant effets distorsion (Catég. ambre et bleue)	2% de distorsion des prix	4% de distorsion des prix	10% valeur production (moyenne 1999-2005)
Soja	3,35 (moy. 1999-2001)	1,01	2,10	1,52
Coton	2,67 (moy. 2000-2002)	0,60	1,36	0,51
Riz	1,10 (moy. 2000-2002)	0,20	0,48	0,13
Maïs	4,40 (moy. 1998-2000)	1,40	2,92	2,08
Blé	1,98 (moy. 1998-2000)	1,35	3,9	0,64

(suite à la page 21)

3 Pour des détails supplémentaires sur les propositions et sur l'analyse, voir Jales, M. et Nassar, A. M.. 'How to Read the US and EU Proposals on Domestic Support to Agriculture', *Bridges* Année 9, N° 10, décembre 2005. ICTSD, Genève.

4 Sumner, D. A. *Conflicts between US Farm Policies and WTO Obligations*. Centre for Trade Policy Studies N° 32, décembre 2005. CATO Institute, Washington D.C.

Retour au multilatéralisme pour sauver « Doha » après l'échec de Postdam

La réunion du G4 (Brésil, Inde, Etats-Unis et UE) à Postdam s'est soldée par un échec sans appel. Pourtant beaucoup d'espoirs étaient fondés sur cette rencontre. Lamy avait même prédit qu'un « accord était à portée de main ». Mais les « quatre grands » n'ont pas pu trouver des espaces de convergence suffisamment importants pour débloquer les négociations.

Au final, chacun rejette la responsabilité sur l'autre. Ce qui sûr cependant, c'est que chaque partie est restée sur ses positions en appelant les autres à plus de souplesse et de concessions. Les Etats-Unis et l'UE demandaient à l'abaissement des droits de douane sur les produits industriels en échange de concessions sur l'agriculture ; ce qui naturellement a été refusé par le Brésil et l'Inde.

Les négociateurs américains et européens se sont désolés de cet échec et ont accusé tour à tour le Brésil et l'Inde de ne pas avoir fait d'efforts suffisants pour arriver à un accord. Selon la représentante américaine, Mme Schwab « d'un côté de la table on a tout donné, mais pas de l'autre,... » et « l'Inde et le Brésil étaient sur des positions extrêmement rigides ». « C'était moins une négociation qu'une vente aux enchères, a-t-elle poursuivi, avec le commissaire priseur qui disait: mettez plus sur la table, plus, encore plus... ».

M. Mandelson le commissaire européen au commerce lui a emboîté en déclarant : « alors qu'en Europe nous sommes prêts à donner beaucoup, nous ne pouvons le faire en obtenant trois fois rien en retour. » Le Ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, et le Ministre indien du commerce M. Nath, représentants des pays émergents, qui avaient rompu les pourparlers ont à leur tour accusé les Occidentaux de vouloir perpétuer les déséquilibres du commerce mondial. M. Amorim a estimé qu'« Il est inutile de poursuivre les négociations compte tenu de ce qui est sur la table ».

L'agriculture avait été une nouvelle fois la responsable du dialogue de sourds entre les parties. Depuis 2001, les négociateurs tentent de résoudre une équation quasi-impossible: obtenir des Occidentaux qu'ils réduisent leurs subventions et ouvrent davantage leurs marchés aux produits agricoles en provenance des pays émergents afin que ceux-ci, en retour, abaissent leurs

barrières pour les productions industrielles des pays riches.

M. Amorim a expliqué qu'en matière de subventions, Bruxelles et Washington restaient « très au-dessus » des exigences des pays émergents du G20, qui souhaitaient plafonner ces aides à 12 milliards de dollars par an pour les Etats-Unis et à 20 milliards pour les Européens.

La divergence fondamentale est venue de la proposition de l'UE qui voulait un coefficient 20 de réduction tarifaire (c'est-à-dire de limiter à 20% maximum les droits de douane) pour les produits industrialisés alors que le Brésil et l'Inde qui jugeaient cela trop ambitieux de la part des occidentaux campaient sur la barre des 30 de coefficient au minimum. Le ministre indien du commerce a déclaré que « les pays développés veulent promouvoir et protéger la prospérité de leurs agriculteurs, alors qu'en Inde, nous parlons de protéger le mode de vie de nos fermiers ». Son homologue Brésilien est convaincu que les représentants de Washington et de Bruxelles se sont rendus à Potsdam en s'étant mis d'accord au préalable sur les concessions qu'ils attendaient de Brasilia et de New Delhi concernant l'ouverture des marchés aux produits industriels occidentaux.

Après avoir affirmé que le cycle de Doha « doit créer des flux commerciaux des pays en développement vers les pays développés et non l'inverse », M. Nath a sonné « la fin du voyage pour le G4 ».

Désormais c'est l'OMC dans son ensemble devra faire avancer le Cycle de Doha. Il appartient maintenant au cadre multilatéral de poursuivre négociations, au grand soulagement de la majorité des pays en développement qui se sont plaints d'être tenus à l'écart des tractations du « G4 ». « Le système multilatéral ne peut pas être utilisé comme un tampon et légitimer les décisions prises par quelques-uns », a

souligné Gail Mathurin, ambassadeur de la Jamaïque auprès des Nations unies, qui représente le « G90 Plus » (le groupe des pays africains, des ACP- et les PMA).

L'ambassadeur a ajouté que « la majorité des membres du « G90 Plus » avaient peu ou aucune connaissance des progrès ou du contenu du processus du G4. Pascal Lamy avait indiqué peu avant la réunion de Potsdam que le G4 ne disposait pas d'« une clé d'entrée spéciale » dans les négociations. La suite des négociations sera certainement difficile mais peut tout de même aboutir. Malgré l'échec de Postdam, l'espoir d'une suite heureuse survit encore.

Le Ministre brésilien des Affaires étrangères Celso Amorim pense en effet que c'est « difficile, mais pas impossible » pour les 150 Etats membres d'arriver à un accord. Pour prendre toute la mesure de la tâche et évaluer l'échec de cette réunion du G4, tous les membres de l'organisation se sont d'ailleurs réunis à Genève le 22 juin autour de Pascal Lamy, pour qui l'absence d'accord au sein du « G4 » ne signifie « pas la fin des négociations ». Il estime que, « La convergence entre ces Etats membres aurait été utile pour ouvrir la voie vers une convergence multilatérale, mais utile ne veut pas dire indispensable ». Réagissant suite à cet échec, le Président Bush s'est dit « déçu de voir que certains pays bloquent une occasion d'étendre les échanges ». « De grandes économies comme le Brésil et l'Inde, a-t-il ajouté, ne devraient pas s'opposer au progrès de pays plus petits, pauvres et en développement, mais c'est ce qui semble s'être produit cette semaine en Allemagne ». Ce que réfute son homologue Brésilien, Lula, qui s'est désolé de la volonté des pays occidentaux de s'être mis d'accord à l'OMC pour défendre leurs intérêts agricoles contre les nations émergentes.

En définitive, il faudrait se rendre à l'évidence. L'échec de Potsdam met

(suite à la page 22)

Agriculture : Signes de rapprochement au milieu des divergences, avec la parution prochaine d'un projet de texte sur les 'modalités'

Les diplomates des milieux du commerce indiquaient des signes de mouvement ainsi qu'une amélioration de l'atmosphère dans les discussions agricoles tumultueuses du Cycle de Doha, en déclarant que les concessions tant attendues sur l'accès au marché et sur la réforme des subventions étaient peut-être en train d'émerger, avec un nouveau projet de texte sur les 'modalités' que le Président du groupe de négociation devrait de préparer pour diffusion vers la fin du mois de juin, suite à la réunion du G 4 à Postdam.

Malheureusement, cette réunion considérée comme celle de « tous les espoirs » a échoué et du coup remet en cause toutes les prévisions qui y étaient fondées. On s'attendait à ce que le Président, l'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande), publie un nouveau texte, qui décrirait les formules et les chiffres litigieux pour les abaissements de droits tarifaires et de subventions agricoles, ainsi que les exceptions à ces abaissements, au cours de la dernière semaine du mois de juin. Falconer avait reconnu qu'une contribution conjointe du G-4 l'aurait aidé à préparer un texte mais avait prévenu qu'il le fera toutefois, que ces pays arrivent ou non à faire converger leurs points de vue. On peut alors s'attendre naturellement à un texte.

Accès au marché

Selon des délégués, le groupe G-20 de pays en développement, le Groupe de Cairns de producteurs agricoles et les États-Unis ont semblé converger « quelque part autour de 75% » pour la réduction des droits tarifaires agricoles les plus élevés. Les membres ont déjà convenu que la formule étagée réduirait plus fortement les droits tarifaires les plus élevés de la 'fourchette' supérieure. Toutefois, l'ampleur des abaissements tarifaires reste une source de division. Les États-Unis, en particulier, avaient insisté sur le fait que tant que ses demandes d'accès au marché ne seraient pas satisfaites, avec notamment un abaissement de 85% des droits tarifaires les plus élevés, ils n'envisageraient même pas les abaissements de subvention plus importants que, selon de nombreux Membres de l'OMC, Washington doit accepter dans le cadre d'un accord.

Des sources indiquent toutefois que l'UE restait peu disposée à abaisser de plus de 60% les droits tarifaires élevés. Les pays du G-10 qui ont des secteurs

agricoles fortement protégés (tels que le Japon, la Norvège et la Suisse) étaient opposés à toute baisse de plus de 40%. Falconer a laissé entendre qu'un accord pourrait à terme être trouvé quelque part entre les positions de l'UE et celles des États-Unis.

Des seuils pour les fourchettes tarifaires seraient très probablement proposés par le G-20, ont déclaré des sources, ce qui indiquerait que la fourchette la plus élevée comprendrait tous les droits tarifaires supérieurs à 75%. Les Membres ont également semblé sur le point d'arriver à un consensus sur une différence de 5% entre les abaissements applicables aux fourchettes adjacentes.

Certains signes de changement sont également manifestes dans le débat sur les 'produits spéciaux' que les pays en développement seront en mesure de soustraire aux abaissements tarifaires, sur la base des critères de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. Le nombre et le traitement tarifaire de tels produits restent non décidés. Les États-Unis en particulier ont semblé assouplir leur position, en indiquant une volonté de discuter 'd'indicateurs' qui montreraient l'importance d'un produit spécial potentiel au regard des critères convenus – à la condition qu'un plafond sur le nombre total de produits spéciaux fasse également l'objet d'un débat. Les indicateurs devraient être fondés sur des « données internationalement vérifiables », ont soutenu les États-Unis. Les États-Unis avaient adopté de longue date une position très restrictive sur la question, en insistant sur le fait que les pays en développement ne devaient pas être autorisés à désigner plus de cinq lignes tarifaires comme spéciales – ce qui est à peine suffisant pour couvrir le lait en poudre et le lait frais, par exemple, et moins de 1% des lignes tarifaires agricoles pour de nombreux pays.

Falconer a laissé entendre qu'un accord du Cycle de Doha plausible pourrait autoriser la désignation d'un à cinq pour cent des lignes tarifaires comme sensibles, et de 5 à 8 pour cent des lignes tarifaires comme spéciales. Le groupe G-33 des pays en développement, à l'autre bout du spectre par rapport aux États-Unis, souhaite qu'au moins 20 pour cent puissent prétendre au statut de produits spéciaux. Le G-33 a présenté une liste d'indicateurs pour guider la sélection de produits spéciaux, mais a également noté qu'un seul ensemble pourrait ne pas être suffisant pour justifier les circonstances de différents pays.

La 'sauvegarde spéciale pour l'agriculture', à laquelle essentiellement les pays développés ont été en mesure de recourir depuis le Cycle d'Uruguay pour procéder à de fortes hausses des droits de douane en cas de brusques poussées des importations, est restée la source de désaccord. Les membres du Groupe de Cairns, qui souhaitent l'élimination progressive de la sauvegarde au titre du Cycle de Doha, ont rejeté la tentative de compromis du Président. Ils ont fait valoir que même les restrictions substantielles qu'il recommandait seraient inutiles, car dans la pratique la sauvegarde ne s'applique qu'à un nombre limité de produits tels que le sucre, les produits laitiers et le bœuf.

Davantage de progrès ont été enregistrés dans le débat sur le 'mécanisme de sauvegarde spéciale', auquel seuls les pays en développement sont en mesure de recourir pour se défendre contre de brusques poussées des importations et contre des dépressions des prix. Les délégués ont qualifié de constructif le débat sur la question. Les Membres ont semblé avoir convenu du fait que le mécanisme était spécifiquement destiné à prendre en compte les marchandises produites

(suite à la page 22)

AMNA : les divergences persistent en attendant qu'une improbable percée vienne du texte promis par le Président

Les négociateurs du commerce à l'OMC sont en train de dire « maintenant ou jamais » pour les discussions tumultueuses du Cycle de Doha, et les deux prochains mois conduiront soit à un accord cadre, soit à une rupture prolongée.

Les négociations sont effectivement stimulées par deux processus parallèles connexes : les efforts déployés par les groupes de négociation du Cycle de Doha sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) qui visent à préparer de nouveaux projets de textes d'accords sur la base des contributions des Membres, et une série de réunions tenues en dehors de l'OMC entre des combinaisons diverses de puissances commerciales influentes, plus particulièrement par le G-4, qui regroupe les États-Unis, le Brésil, l'Inde et l'UE. Mais ce second processus n'a produit les effets escomptés à cause de l'échec de Postdam.

Au moment où nous mettons sous presse, les Présidents de l'agriculture et de l'AMNA s'apprêtaient à publier des projets de textes sur les modalités avec des formules et des chiffres pour les abaissements de droits tarifaires et de subventions en dépit de l'échec de Postdam. L'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) et son homologue au Comité de l'AMNA, l'Ambassadeur Don Stephenson (Canada) ont travaillé en étroite coordination sur le calendrier et sur le contenu de leurs documents.

Il faut reconnaître cependant que pour ce qui est de l'AMNA, les négociateurs déclarent que même la musique d'ambiance ne s'est pas améliorée. Durant les dernières sessions de discussions, les délégations ont essentiellement réitéré leurs positions de négociation régulières. Des pays en développement tels que le Brésil et l'Inde se plaignent du fait que les États-Unis et l'UE leur demandent toujours de procéder à des abaissements tarifaires disproportionnés par rapport à ceux qu'ils sont eux-mêmes disposés à entreprendre. Lors d'une réunion tenue le 6 juin, l'Ambassadeur du Brésil, Clodoaldo Huguene, a catégoriquement rejeté les demandes faites par les États-Unis et l'UE. Le plafonnement des droits tarifaires industriels à 10 pour cent pour

les pays riches et 15 pour cent pour les pays pauvres « n'est pas réalisable, n'est pas possible et est exclu, » a-t-il déclaré, en soulignant que les pays en développement ne devraient pas être tenus de procéder à des ajustements liés à la libéralisation plus importants que les pays développés.

Malgré toutes les rencontres informelles, le Brésil et l'Inde avaient réitéré leur appel à une réforme des subventions agricoles par les pays développés, au cours d'une visite récente à New Delhi, du Président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva.

De fait, s'il y eu jusqu'ici peu de signes de rapprochements sur les questions relatives à l'agriculture, des changements similaires ont été notoirement absents des dernières discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). De nouvelles concessions substantielles seront nécessaires pour que les Membres parviennent à un accord cadre sur l'agriculture et sur l'AMNA d'ici la fin de l'année, ce qui est largement considéré comme nécessaire en vue de la conclusion du cycle d'ici la fin de l'année ou début 2008.

Toujours peu de consensus...

En se fondant sur les discussions tenues au cours du mois de juin sur l'AMNA, le Président du Comité des négociations commerciales, l'Ambassadeur Don Stephenson (Canada) a noté, le 8 juin, l'absence de consensus sur certaines des questions cruciales des discussions.

Les Membres restent largement divisés sur la profondeur des abaissements des droits tarifaires industriels.

Les États-Unis et l'UE, ainsi que plusieurs autres pays développés, ont appelé à une formule 'suisse' de réduction tarifaire avec un 'coefficient' de 10 pour eux, et de 15 pour les pays en développement. Aux fins de la formule

'suisse', le coefficient d'un Membre devient effectivement son nouveau plafond tarifaire : tous les droits introduits dans la formule sont abaissés en dessous du niveau du coefficient, les droits faibles étant réduits moins fortement.

Du fait que les pays développés ont généralement des droits tarifaires tournant en moyenne autour de 6%, contre un chiffre plus proche de 30% pour les pays en développement, les coefficients de 10 et 15 exigeraient des efforts plus substantiels de la part des derniers. Selon de nombreux pays en développement, exiger d'eux qu'ils réduisent leurs droits consolidés d'un pourcentage plus élevé que celui exigé des pays industrialisés serait une violation du mandat de Doha qui stipule « une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est engagements de réduction. » Les pays industrialisés ripostent qu'ils ont besoin « d'accès au marché réel » - c'est-à-dire des abaissements des droits tarifaires appliqués – et que les pays en développement continueraient dans tous les cas de bénéficier de niveaux tarifaires globaux plus élevés.

Dans un nouveau document récemment, le groupe AMNA-11, qui comprend dix pays, dont l'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du sud, a soutenu que le coefficient pour les pays en développement devrait être au moins de 25% plus élevé que celui des pays développés. Sur la base des données de l'OMC, ils ont calculé qu'un coefficient de 10 abaisserait de 40,4% en moyenne les plafonds tarifaires consolidés des pays riches. Par contre, un coefficient de 35 entraînerait une réduction de 49,5%.

En ce qui concerne les droits réellement prélevés par les deux groupes, les coefficients de 10 et de 35 exigeraient un abaissement à peu près égal de 25 et 26%. Un coefficient de 15, par contre, entraînerait une baisse de 44,9% du tarif appliqué moyen des pays de l'AMNA-11.

(suite à la page 22)

ADPIC : Les Membres toujours divisés sur la biodiversité, les Indications géographiques et la mise en œuvre

Les Membres de l'OMC sont toujours profondément divisés sur les moyens de réaliser au mieux les objectifs de la conservation de la diversité biologique et de la protection de la propriété intellectuelle. La question, de même que l'application des droits de propriété intellectuelle (DPI) ont occupé une place prépondérante dans les discussions menées au cours d'une réunion, le 5 juin, du Conseil des ADPIC.

Des consultations informelles séparées sur une autre question litigieuse relative à la propriété intellectuelle – la protection des indications géographiques – ont été menées le jour suivant.

Élargissement du Groupe de divulgation

L'appropriation abusive des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles par l'intermédiaire des brevets (« biopillage ») est une source de préoccupation majeure pour un grand nombre de Membres, en particulier pour plusieurs pays en développement. C'est pour cette raison qu'un groupe de pays en développement (Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Inde, Pakistan, Pérou, Thaïlande, Tanzanie, Equateur et Afrique du sud) ont proposé, l'été dernier, l'amendement de l'Accord sur les ADPIC, pour exiger l'inclusion de la divulgation de l'origine des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles qui y sont associées, ainsi que des preuves du consentement préalable en connaissance de cause et du partage des avantages, dans les demandes de brevets. Ces pays soutiennent que de telles prescriptions sont nécessaires pour appuyer les obligations liées aux brevets, qui découlent de la Convention relative à la diversité biologique (CDB).

Ces pays ont depuis lors réitéré leur appel visant à faire inclure les prescriptions en matière de divulgations obligatoires dans les règles de l'OMC, en préconisant des négociations fondées sur les textes en vue de l'élaboration d'un amendement spécifique. Ils se sont heurtés à l'opposition de Membres tels que l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, qui soutiennent que de telles négociations seraient prématurées et que même les prescriptions en matière de divulgation pourraient ne pas empêcher l'octroi de 'mauvais brevets'.

Le « Groupe de la divulgation » s'est considérablement élargi lors de la

récente réunion, le Venezuela, les membres du Groupe africain et les membres du Groupe des pays les moins avancés (PMA) ayant annoncé leur soutien à la proposition.

Par ailleurs, la discussion a suivi son schéma habituel. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont insisté sur la nécessité de discussions davantage axées sur les faits, portant sur des cas concrets d'appropriation abusive. Le Japon et les États-Unis ont fait part de leur opposition à tout amendement des ADPIC sur la divulgation, en soulignant qu'il n'y avait pas de contradiction entre l'Accord de l'OMC et la CDB.

La Norvège a fait part de son soutien à l'appel du Groupe de la divulgation à des négociations fondées sur des textes, en mettant en exergue sa propre proposition similaire visant un amendement. Au lieu d'une annulation des brevets, les Norvégiens sanctionneraient les demandeurs de brevets qui omettent de respecter les prescriptions en matière de divulgation en dehors du système des brevets. Plusieurs pays au sein du Groupe de divulgation ont favorablement accueilli l'approche norvégienne comme un pas dans la bonne direction.

Enfin, l'UE a réitéré son appel à la négociation des prescriptions en matière de divulgation en dehors de l'OMC, au sein de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Le Brésil a noté, chez les Membres, la volonté politique croissante d'entreprendre des discussions sur la divulgation dans le cadre des négociations du Cycle de Doha. Selon le délégué du Brésil, les discussions techniques seraient menées dans des consultations informelles, plutôt que lors des réunions du conseil des ADPIC.

Le nouveau Président du Conseil des ADPIC, l'Ambassadeur Yonov Frederick Agah (Nigeria), mènera des consultations sur l'octroi ou non à la CBD

du statut d'observateur à l'OMC, le Brésil ayant fait part de son soutien à une telle démarche, alors que les États-Unis y sont opposés.

Désaccord persistant sur la mise en application

Un certain nombre de pays industrialisés tels que la Suisse, le Japon, l'UE et les États-Unis (mais également le Salvador) cherchent à faire de la mise en application des droits de propriété intellectuelle un élément permanent de l'agenda du Conseil des ADPIC, en mettant l'accent sur l'accroissement du piratage et de la contrefaçon à travers le monde. La plupart des grands pays en développement tels que l'Argentine, le Brésil, la Chine, Cuba, l'Inde et l'Afrique du sud, s'opposent à une prescription imposant une discussion sur les droits de propriété intellectuelle à toutes les réunions, en soutenant qu'en accordant une telle prééminence à la question, on pourrait à terme, entraver la liberté des Membres de déterminer les moyens appropriés de mettre en application la propriété intellectuelle. Ces pays soutiennent que d'autres enceintes, telles que l'OMPI et l'Organisation mondiale des douanes, traitent de la mise en application de manière adéquate.

C'est sur cette toile de fond que la Suisse a présenté une communication décrivant son propre système de mise en application et ses mesures aux frontières. Elle met en évidence l'importance que revêt la coopération entre agences nationales et met en évidence les campagnes du bureau des brevets suisse visant à promouvoir la sensibilisation du public sur le fait que le piratage de la propriété intellectuelle et la contrefaçon sont davantage que des « peccadilles » mineures. Plusieurs pays en développement ont mis l'accent sur l'absence de consensus entre Membres pour faire de la mise en application un élément permanent de l'agenda du Conseil.

(suite à la page 23)

Facilitation des échanges : Les discussions sur la facilitation des échanges progressent vers un projet de texte d'accord

Le Président des discussions sur la facilitation des échanges à l'OMC a déclaré aux Membres, lors d'une réunion tenue les 7 et 8 juin, qu'il n'y avait pas de temps à perdre s'ils souhaitaient être en mesure de commencer à négocier sur le texte d'un futur accord sur l'élimination de la « tracasserie » administratives et d'autres obstacles au commerce et au transit des marchandises d'ici fin juillet.

En dépit de l'urgence, les délégués déclarent que les discussions sur la facilitation des échanges ont progressé de manière plus régulière que celles menées dans d'autres domaines des négociations tumultueuses du Cycle de Doha. Les Membres continuent de discuter sur les propositions des uns et des autres, tout en affinant leurs propres textes sous forme de texte pour des articles d'un accord potentiel. Selon des sources, le Président des Négociations, l'Ambassadeur Eduardo Ernesto Sperisen-Yurt (Guatemala) souhaiterait voir les Membres arriver à un projet de texte unique devant faire l'objet de négociations supplémentaires, à temps pour la prochaine réunion du groupe de négociation, prévue du 16 au 20 juillet.

Les Membres sont spécifiquement chargés de clarifier les articles du GATT relatif à la liberté de transit des marchandises en provenance d'autres Etats Membres (article V), aux redevances et formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation (article VIII), et à la transparence dans la réglementation et l'administration des règlements relatifs au commerce (article X).

La réunion tenue récemment a donné lieu à un débat animé sur trois communications présentées par les États-Unis et la Turquie. Un délégué d'un pays en développement a noté que les propositions étaient notoires parce qu'elles proposaient un langage basé sur des textes.

Des préoccupations en matière de traitement spécial et différencié de nouveau soulevées

Au premier plan des discussions, figurait toutefois le traitement spécial et différencié (S&D) en faveur des pays en développement pour ce qui est de la mise en œuvre des obligations au titre de la facilitation des échanges. Le mandat de la facilitation des échanges

est singulier dans la mesure où les pays en développement ne seront pas tenus de mettre en œuvre les engagements tant qu'ils ne bénéficient pas de l'assistance technique nécessaire pour le faire.

Lors de la réunion, les pays en développement ont une fois de plus mis l'accent sur la centralité de l'assistance technique pour la mise en œuvre des obligations en matière de facilitation des échanges. Des sources indiquent que, s'exprimant au nom d'un 'groupe restreint' de pays en développement qui ont proposé conjointement un système pour la mise en œuvre des engagements en matière d'aide et de facilitation des échanges, la Jamaïque a appelé à une contribution équilibrée des pays riches et des pays pauvres. La Jamaïque a soutenu que les pays les moins avancés (PMA) ne devraient être tenus de mettre en œuvre aucune obligation. La Jamaïque a également noté que certaines réformes proposées allaient au-delà du mandat du groupe. Parlant au nom du Groupe africain, l'Ouganda a déclaré que le développement devait faire partie intégrante des discussions.

Le point de savoir dans quelle mesure les engagements ayant trait à la facilitation des échanges devraient être contraignants est en train de devenir un sujet de désaccord de plus en plus prééminent. L'Égypte a déclaré qu'il serait souhaitable d'avoir certains engagements au titre de l'effort maximal afin que les pays soient en mesure de mettre en œuvre les engagements en conformité avec leur contexte de développement. Elle a ajouté que l'acheminement de l'aide par les pays en développement devait également être attentivement surveillée. Les pays développés ont généralement mis l'accent sur le besoin de mise en œuvre contraignante générale.

L'UE a également fait rapport sur une récente retraite informelle qu'elle avait

organisée à Evian pour les Membres, notamment les États-Unis, le Japon, la Suisse, les Philippines, la Chine, le Bangladesh, et l'Inde, pour débattre de manière informelle du S&D et de l'assistance technique pour la facilitation des échanges. Elle a également déclaré qu'en dépit d'un accord général sur les questions, notamment la non-applicabilité du règlement des différends en l'absence de capacité adéquate, les participants étaient en désaccord sur d'autres questions telles que le principe d'une date butoir pour la mise en œuvre des engagements par les pays en développement. L'UE a déclaré qu'elle continuerait d'organiser d'autres retraites informelles sur ces questions.

Propositions de la Turquie et des États-Unis sur la transparence

La proposition révisée de la Turquie sur la transparence (article X) a appelé les gouvernements à publier la législation et les procédures ayant trait au commerce sur un site Web national, et à mettre en place des 'points d'information' nationaux pour traiter des questions relatives aux prescriptions ayant trait au commerce d'autres pays et d'autres opérateurs. La Turquie a suggéré que les petites économies vulnérables soient autorisées à mettre en place des points d'information régionaux, comme ils en avaient fait la demande.

Certains négociateurs ont fait part de leurs doutes concernant la disposition de la proposition turque suggérant que les Membres conviennent d'un intervalle de temps spécifique pour la publication des législations et de procédures ayant trait au commerce nouvelles ou amendées sur leur site Web, préalablement à leur entrée en vigueur. Un espace vide entre crochets similaire attendait un nombre précis de jours maximal pour le délai dans lequel les

(suite à la page 23)

Les chefs d'Etat de la CEDEAO relancent l'intégration régionale

Abuja a accueilli ce 15 juin le 32^{ème} sommet des chefs d'Etats de la CEDEAO. Plusieurs questions ont été à l'ordre du jour, parmi celle-ci les questions relatives à l'intégration régionale mais aussi à la signature d'accord de partenariat économique avec l'UE.

En effet 5 ans après l'annonce de l'établissement d'une zone de libre échange pour 2004 qui serait suivie d'une union douanière totale en 2007 au plus tard, la situation reste la même. Pour s'en convaincre, il suffit d'interroger les réglementations douanières des différents Etats membres qui n'ont pas évolué dans le sens d'une libre circulation des biens. Celle des personnes n'a pas connu un meilleur sort ; un ressortissant d'un pays membre ne peut ainsi actuellement séjourner que 90 jours sans visa dans un autre pays membre et rien n'est prévu à long terme.

Pourtant le président en exercice de la Commission de la CEDEAO, Mohammed Ibn Chambas, avait reconnu que la libre circulation des biens et des personnes dans les 15 Etats membres constituait «l'un des plus importants défis» depuis la création de la CEDEAO en 1975.

Aujourd'hui l'on note que le commerce et les échanges à l'intérieur de l'espace CEDEAO sont restés très faibles n'atteignant que péniblement le seuil de 11% par rapport au commerce avec les pays tiers. Ces faiblesses sont imputables à l'instabilité politique, à la mauvaise gouvernance, à l'inadaptation des infrastructures nationales aux exigences d'une économie moderne. Biens des efforts ont été faits mais le problème reste entier.

En effet même si les barrières non tarifaires ont été éliminées entre les membres, les schémas de libéralisation harmonisés, et un système douanier automatisé, l'intégration régionale peine encore à voir le jour.

Il faut par ailleurs préciser qu'au niveau de la sous région, le programme prioritaire d'unification de l'espace économique et une libre circulation des biens et des personnes passe par la mise en place d'une union douanière et commerciale. Rappelons que deux options se présentent aux pays de la CEDEAO : constituer un bloc commercial régionaux selon le modèle

de l'UE, ou suivre leur propre processus basé sur la flexibilité, la différenciation et la géométrie variable. Ce qui se manifeste par la synchronisation des priorités régionales définies par la région elle-même.

C'est pour passer à une étape supérieure que les chefs d'Etat ont au cours de ce sommet pris une résolution visant à faire de la région «une zone sans frontières où chaque citoyen peut créer et profiter des opportunités pour produire d'une manière durable en exploitant les énormes ressources de l'Afrique de l'ouest». Allant plus loin, ils ont exhorté la commission à «mettre sur pied de nouvelles stratégies et approches» pour renforcer la libéralisation du commerce interrégional. La Commission est appelée également à se concerter avec les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales des Etats membres et faire des recommandations pour accélérer le projet d'une monnaie unique régionale. Les chefs d'Etats se sont aussi félicités de l'augmentation du taux de croissance économique régional qui s'est établi à 6,1 % en 2006 contre 5,5% l'année précédente, même si l'on est encore loin des 7% nécessaires pour remplir les objectifs de développement du Millénaire fixés par l'ONU (réduction de la pauvreté de moitié d'ici 2015).

Cependant la zone monétaire unique de la CEDEAO, prévue sur papier en juillet 2005, est encore repoussée aux calendes grecques. La convergence des politiques économiques et financières, semble pour l'instant, un objectif difficile à atteindre au vu des énormes disparités qui existent.

L'intégration régionale doit aussi passer par un tarif extérieur commun (TEC) qui est indispensable dans la mise en place d'un marché commun. C'est un instrument qui garantit la protection des produits vivriers suffisamment incitative et efficace pour assurer la préférence communautaire. Il est prévu d'étendre le TEC de l'UEMOA à la CEDEAO. Ce projet est pour beaucoup une

« catastrophe ». D'aucuns pensent que si la Politique Agricole de l'UEMOA a échoué c'est à cause de ce Tec. Il a été défini avant même la mise sur pieds de la politique agricole alors que c'est l'inverse qui devait se faire. Du coup, beaucoup de secteurs sont précipités vers la faillite. Ce tec de l'UEMOA ne protège guère l'agriculture, il est donc urgent de le relever avant de l'étendre à la CEDEAO. La transposition du TEC de l'UEMOA à l'ensemble de la CEDEAO mérite d'être sérieusement modifiée pour s'assurer que les objectifs de l'ECOWAP peuvent être atteints.

En définitive, on peut remarquer que le taux des échanges entre pays africains est très faible se situant entre 8 à 10 % contrairement à celui des pays de l'Union européenne qui est à 66 %, cela signifie que les pays de la CEDEAO gagneraient d'abord à améliorer le commerce intra régional avant de se lancer dans un APE.

Cela n'a pas empêché aux chefs d'Etats au cours de ce sommet de réaffirmer leur volonté de signer un accord de Partenariat économique avec l'Union européenne. Il semble qu'on ait pas pris l'entière mesure de l'exigence de la région pour la signature des APE qui est d'abord et avant tout une intégration solide. Si l'on doit respecter les délais pour la signature d'un APE, il serait utopique de penser qu'une telle intégration serait d'ici là une réalité. Et signer un accord de partenariat économique sans respecter cette exigence serait lourde de conséquence surtout que les différents pays qui composent la CEDEAO n'ont pas le même niveau de développement ; nous avons aussi bien des PMA que des non PMA. Ces derniers n'ont aucun intérêt commercial à faire valoir, si par conséquent ils refusent de signer l'APE, n'auront-ils toujours pas à le droit de participer à l'union douanière et à l'intégration régionale ? Affirmer une volonté de signer ne suffit pas encore faudrait-il que les conditions de la signature soient remplies.

Le G8 lance un appel pour la conclusion du cycle de Doha pour le développement

Le blocage des négociations à l'OMC n'a pas laissé les principaux dirigeants du monde développé indifférents. Au cours du trentième sommet du G8 à Heiligendamm, en Allemagne, les chefs d'Etats ont fait une déclaration pour inciter les pays membres de l'OMC à aller vers la conclusion du cycle de Doha pour le développement.

Dans leur déclaration, ils soutiennent qu'il y a un grand besoin de réaliser un accord ambitieux et équilibré qui augmentera les capacités commerciales de tous les membres de l'OMC qu'ils s'agisse de pays développés ou de pays en développement. Ils restent convaincus que les pays sous développés tireront un grand profit à la conclusion de Doha d'autant plus que la libéralisation du commerce les aiderait à mieux s'intégrer dans l'économie mondiale. Ils ont demandé à ce que les négociateurs fassent tous les efforts nécessaires pour arriver à un accord.

En plus de cette incitation à aller vers un accord, les pays de G8 ont insisté sur l'aide pour le commerce. L'«Aide pour le commerce» est un investissement qui permet aux pays en développement de faire du commerce le moteur de la croissance, du développement et de la réduction de la pauvreté. Elle vise à les doter de la capacité du côté de l'offre et de l'infrastructure liée au commerce dont ils ont besoin pour appliquer les Accords de l'OMC et en tirer profit, et plus largement, pour stimuler leurs échanges.

Ces douze derniers mois, l'Aide pour le commerce est devenue un complément politique et économique de poids pour les négociations, qui peut contribuer fortement à la réalisation du potentiel de croissance associé à l'aboutissement du cycle de Doha.

Rappelons que le Cycle de négociations commerciales de Doha a connu une période de suspension en juillet 2006, après qu'une réunion des ministres de six grandes nations commerciales clés eut buté sur des divergences concernant la manière de réduire les subventions agricoles et les droits tarifaires. Elles

ont été reprises en janvier dernier, mais les discussions peinent toujours à atteindre un niveau de convergence qui puisse permettre d'aboutir à la conclusion du cycle d'ici fin 2007.

Durant tout le temps que dure les négociations de Doha, les pays du G-8 n'ont pas été en mesure d'aplanir leurs divergences. « Les écarts restent trop profonds » avait déclaré Lamy avant de recommander la suspension des discussions pour une période indéterminée. Cette « pause », devrait fournir aux Membres l'occasion d'examiner ce qui était en jeu et de reconsidérer leurs positions. Mais tout cela n'a servi à rien parce que l'on est très loin d'un accord. Et l'échec de Postdam risque de plomber d'avantage les négociations.

Les fiascos ne sont pas une nouveauté pour les négociations commerciales globales. Le Cycle d'Uruguay avait capoté en décembre 1990 et n'avait repris qu'une année plus tard, lorsque le Directeur général du GATT avait pris la mesure controversée de proposer un accord de compromis, plus connu sous le nom de 'Projet Dunkel'. A la suite de la débâcle de la Conférence ministérielle de Cancun, en septembre 2003, le Cycle de Doha, lui-même, avait vu le gel des travaux de négociation pendant près de quatre mois, avant que les États-Unis n'aident à relancer les discussions, début 2004.

Les négociations ont repris en début d'année. Tous les partenaires se sont entendus pour tenter d'envoyer un signal positif lors du sommet du G8 et parvenir ainsi à un accord avant que le Fast Track américain (loi qui permet au président américain de conclure des accords commerciaux sans débat au Congrès) n'expire. Mais certains pays comme la France restent sur la défensive et entrevoient la possibilité d'un « veto » à la table des négociations de l'OMC. En effet le Président français Nicolas Sarkozy estime que l'UE doit adopter une position moins « naïve » en matière commerciale, regrettant notamment la position sur l'agriculture défendue par le commissaire européen au commerce,

Peter Mandelson, qu'il juge déséquilibrée face à celle des États-Unis.

Il plaide par ailleurs pour que l'Union européenne soit représentée à l'OMC par le Président du Conseil européen et non plus par un commissaire, afin de renforcer l'identité européenne face aux grandes puissances commerciales et enfin souhaite que les négociations dépassent le cadre agricole et réintègrent les services et les biens manufacturés.

Le Directeur Général de l'OMC répondant au président français a déclaré au Forum économique de Bruxelles qu'« Il est temps de produire des résultats. Il y a urgence », tout cela dénote de l'absence de volonté politique et de la difficulté pour les « grandes nations » à tirer les négociations dans l'impasse.

Cette déclaration du G8 sur les négociations à l'OMC pourrait être considéré comme l'expression d'une volonté qui devrait être traduite en actes réels.

Cependant, ils faut se demander s'il y'a une réelle volonté des pays du G 8 à une conclusion du cycle de Doha. Depuis un moment en effet, le bilatéralisme est entrain de prendre le dessus sur le multilatéralisme.

Tous les pays du Nord sont engagés aujourd'hui dans la voie d'accord commerciaux régionaux, même si rappelons le droit de l'OMC le permet. Mais, l'on remarque que beaucoup d'efforts sont déployés pour la signature d'accords régionaux. Quelle place donne t-on alors aux négociations à l'OMC si on cherche à avoir plus d'avantages dans les accords régionaux de libre échange. Pour preuve, l'UE cherche à signer des accords de partenariat économique avec tous les pays ACP. Et elle cherche à inscrire des questions que les pays du Sud ont catégoriquement refusé de négocier à l'OMC dans le cadre des APE. Ce sont les questions de Singapour. Les États-Unis aussi se sont engagés dans une telle voie de même que le Japon.

Levée de bouclier contre les APE : Les ONG et Agriculteurs ouest africains intensifient le combat à six mois du délai prévu pour la signature d'un APE

Les organisations paysannes et ONG des pays membres de la CEDEAO ont montré encore une fois leur désapprobation quant à la signature d'un APE entre la région et l'UE. En marge de la réunion des commissaires et ministres de la CEDEAO qui s'est tenu à Ouagadougou, au Burkina Faso du 30 mai au 5 juin 2005, les organisations paysannes de la sous région avec à leur tête le ROPPA, ont organisé des mobilisations et plaidoyer pour rappeler leurs inquiétudes quant aux conséquences que la signature d'un APE avec l'UE pourrait avoir sur le processus d'intégration régionale des pays de la CEDEAO et la réalisation des objectifs de la politique agricole régionale.

A la suite d'une conférence de presse au cours de laquelle les différentes menaces liées aux APE ont été évoquées : la pauvreté, l'exode rurale, les capacités d'investissement, l'intégration régionale, etc., les organisations de la société paysannes et de la société civile de façon plus large civiles, ont organisé, à travers les rues de Ouagadougou une marche de protestation contre l'APE actuellement en négociation. Des organisations de plusieurs pays de la sous région ont pris part aux manifestations (Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal.)

Selon les organisations paysannes représentés dans le ROPPA, l'APE pourrait engendrer de nombreuses et graves contraintes pour les pays de la région notamment la perte par les pays de certains avantages acquis au niveau de l'OMC. Le ROPPA estime qu'on ne doit pas dans un accord commercial régional s'engager d'avantage que dans le cadre multilatéral. Il faut inscrire aussi au nombre des menaces la réduction des recettes fiscales, la remise en cause de la souveraineté alimentaire et les stratégies de lutte contre la pauvreté, ainsi que la perturbation du processus d'intégration régionale déjà amorcé dans la région.

Pour les organisations paysannes, le commerce n'est qu'un moyen dont la finalité recherchée est le développement économique et social. Elles ont ainsi souligné que le fait que la négociation d'un APE soit confiée du côté de l'UE à la direction générale du commerce au sein de la commission européenne traduit bien sa volonté de travailler exclusivement sur la dimension commerciale et occultant le volet développement. Le commerce des

services, l'investissement et les marchés publics ont aussi été cités par le ROPPA comme étant au nombre des secteurs menacés par un APE. L'accent a toutefois été mis sur l'intégration et l'aggravation de la pauvreté.

Les APE tel qu'ils sont envisagés, vont affaiblir l'intégration régionale au lieu de l'approfondir dans la mesure où, selon le ROPPA, la suppression des droits de douanes sur les exportations européennes en direction de la région va impacter sur les parts de marchés des produits agricoles de chaque pays de la région dans d'autres.

Les Etats perdraient aussi toute leur capacité d'investissement si l'on procède à une réduction de la fiscalité suite à la création d'une zone de libre échange.

Les secteurs sociaux telle l'éducation, la santé en souffriraient beaucoup. Cela d'autant plus que les études d'impact ont montré une hausse de la dépense alimentaire des pays de la CEDEAO de l'ordre de 20 à 30%. Et les produits concernés sont : l'oignon avec un taux de 16%, de la pomme de terre 15%, de la viande bovine 17% et la volaille de 18%. Et cela ne sera pas comblé par un accès au marché européen qui selon les études d'impact ne changera guère. Les paysans sont aussi revenus sur l'aggravation de la pauvreté. Elle se fera ressentir le plus dans le secteur agricole. Il y'aura une remise en cause permanente de la sécurité alimentaire qui risque de ne jamais se réaliser, il y'a ensuite l'exode rurale et enfin une croissance de la courbe du chômage. Eu égard à tout cela, les paysans de l'Afrique de l'Ouest à travers le ROPPA ont appelé solennellement les gouvernements ouest africains à ne pas signer les APE. Ils proposent d'abord

l'achèvement des chantiers de l'intégration régionale, la mise en oeuvre de politiques agricoles et sectorielles régionales. Pour cela il faut mettre à profit le potentiel productif de la sous région et réduire la vulnérabilité des systèmes de production afin d'asseoir un marché agricole régional performant.

Pour la construction de l'intégration régionale, il faudrait passer par une mise en place d'une union douanière et l'opérationnalisation de la zone de libre-échange dans l'espace CEDEAO ; ce qui suppose la suppression de toutes les entraves aux échanges.

La ROPPA est aussi préoccupé par le tarif extérieur commun qui est une condition d'un marché intérieur et il a toujours réfuté l'idée d'étendre celui de l'UEMOA à la CEDEAO. Les paysans font un appel à la CEDEAO de ne pas signer ces APE et ont brandit l'arme du boycott des élections comme moyens de dissuasion/persuasion si les dirigeants de la sous région ne prennent pas en compte leurs exigences.

Conclusion d'un APE en décembre 2007...

(suite de la page 2)

tarifs dans le cadre du régime de la Nation la plus favorisée (NPF) et ceci éroderait largement la marge de préférence dont les pays bénéficieraient au titre des APE. Par exemple, des propositions en cours à l'OMC pour les produits manufacturés pourraient entraîner une réduction du tarif standard de l'UE sur le ton en conserve, de 24% à 8%, ce qui éroderait gravement la marge de préférence que l'accès en franchise de droits de douane dans l'UE

(suite à la page 20)

*Conclusion d'un APE en décembre 2007...
(suite de la page 19)*

assure aux exportateurs ACP, menaçant la survie du secteur.

Les règles de l'OMC régissant les Négociations commerciales régionales (GATT article XXIV) sont en cours de réexamen. Les pays ACP ont demandé l'incorporation formelle du traitement spécial et différencié dans l'article XXIV du GATT. Ceci entraînerait la mise en place de règles plus souples sur le degré de libéralisation tarifaire requis des pays en développement lorsqu'ils s'engagent, comme dans les APE, dans des négociations de libéralisation des échanges avec les pays développés. La Commission européenne devrait faire preuve d'engagement pour le développement en faisant jouer à fond son poids politique pour soutenir les propositions des ACP relatives à la réforme de l'article XXIV.¹¹

Aucune disposition n'a été prévue au cas où les négociations ne pourraient être conclues avant l'expiration – fin 2007 – de la dérogation obtenue à l'OMC pour les pays ACP. Si un APE ne pourra être conclu pour cette date, l'UE n'aura d'autre choix que de demander aux autres membres de l'OMC que la dérogation actuelle soit prorogée jusqu'à la conclusion d'un nouvel accord. A défaut, elle pourrait toujours plaider pour une éligibilité des ses partenaires au SGP+. A l'OMC comme ailleurs, tout n'est finalement qu'une question de volonté politique.

*La libéralisation du commerce des services...
(suite de la page 5)*

nombreuses difficultés en moyen ou long terme principalement à cause des éléments ci-après :

- Dans une perspective de développement – et non comme c'est le cas dans une perspective de protection des droits des fournisseurs uniquement – une inclusion des services et subséquemment de l'investissement dans l'APE, aurait dû avoir pour seul objectif de créer un cadre de coopération destiné exclusivement à aider et soutenir les

pays de la région dans l'organisation et l'encadrement du marché intérieur des services ainsi que dans la mise en place des régulations régionales appropriées. Cela devrait passer par des engagements de l'Europe à fournir l'assistance technique et les ressources financières nécessaires à la région pour parachever l'intégration et la réglementation du marché des services.

- La proposition européenne introduit de nouvelles obligations pour les gouvernements, en matière de régulation dans les secteurs par la mise en place d'organes indépendants, y compris dans les domaines autres que les services, pour peu que les entreprises établis sur le territoire y investissent. Cette demande est très dangereuse pour les gouvernements à cause des nouvelles obligations qui réduisent l'espace politique des Etats au profit des fournisseurs.
- Dans certains domaines particulièrement importants pour l'UE (télécommunication, services financiers, services postaux etc.), les Etats pourraient se voir imposer de nombreux et nouveaux mécanismes de régulation, y compris en ce qui concerne les entreprises nationales. Ces obligations pourraient engendrer des coûts financiers à supporter par les Etats alors que le texte de l'UE ne prévoit aucun mécanisme de compensation en la matière.

Une prise en compte de l'importance des services et de l'investissement dans le développement des pays de la sous région aurait dû déboucher sur un texte plus équilibré qui montre clairement les engagements consolidés de l'UE en matière de coopération, en particulier par la fourniture d'une assistance technique et financière destinée à créer un marché régional des services organisé, réglementé et orienté principalement vers la satisfaction des besoins des citoyens et l'atteinte des objectifs de développement.

Il apparaît aujourd'hui que la région ne peut faire l'économie d'une évaluation objective, qualitative comme quantitative, de l'impact de la libéralisation initiée à travers les Programmes d'ajustement structurel, dans le cadre de l'ACGS et dans les Traités bilatéraux

d'investissement signés entre certains pays européens et ACP, avant de procéder à de nouvelles libéralisations conformément à l'Art. XXV de l'AGCS.

Conclusion

A la lumière des ce qui est dit plus haut, il apparaît clairement que l'Afrique de l'ouest est loin d'être prête pour une libéralisation des services dans le cadre de l'APE. Deux options se présentent ainsi pour elle. Elle peut soit exclure le secteur des services de l'APE, afin de poursuivre son œuvre de production d'une réglementation régionale, en tenant compte, si nécessaire, de certaines dispositions de l'AGCS, de la spécificité du secteur dans chaque pays et de la position de ces derniers à l'OMC. Le cas contraire, elle pourrait demander la poursuite des négociations au-delà de la date prévue pour se donner le temps d'élaborer une réglementation régionale pertinente fondée sur les objectifs d'intégration régionale, de développement durable et de lutte contre la pauvreté. Puisque le secteur des services n'est en rien une condition de compatibilité de l'APE avec l'OMC, il n'y a aucune obligation à y obtenir un accord avant décembre 2007.

*Investissement, Concurrence et Marchés publics...
(suite de la page 7)*

La priorité du moment est de construire les capacités requises pour être compétitif et de favoriser un environnement compétitif et concurrentiel. L'objectif premier est de (re) gagner de substantielles parts des marchés domestiques et régionaux, les maintenir et les améliorer. Sans cela, l'Afrique ne peut espérer se développer.

Il ressort de l'analyse des dispositions proposées que des accords contraignant dans ces domaines sont prématurés. Si des règles sur la concurrence, l'investissement et les marchés publics devaient être incluses dans un esprit de développement, alors **la réciprocité ne devrait pas être exigée.** Ainsi les impératifs de développement des pays ACP de même que le principe d'égalité, seraient respectés. En effet, égalité de traitement signifie aussi permettre aux

11 Twanafrica-Oxfam, idem.

moins forts de pouvoir compéter dans les mêmes conditions que les forts.

En ce qui concerne les cadres législatifs et politique propre aux pays et régions africaines, ils sont appelé on le sait à influencer fortement sur le comportement, la structure ou la spécialisation des entreprises et industries nationales. C'est pourquoi, ils doivent être mûrement réfléchis, et résulter de négociations internes. **Les pays africains doivent éviter de conclure à la hâte et de transposer ou de copier des succédanés du modèle européen actuel, à la fois très coûteux et inefficients dans certains cas**¹². Européens et africains ne poursuivent pas les mêmes objectifs commerciaux étant donné leurs niveaux de développement, ils ne peuvent par conséquent appliquer une même politique ou une même formule unique qui serait la panacée.

Coton : Appel sans renvoi...

(suite de la page 9)

En premier lieu, qui peut déclencher un renvoi ? Dans toutes les quatre propositions, le droit de demander un renvoi revient aux parties au différend. L'Organe d'appel ne serait pas en mesure de procéder à un renvoi de son propre chef. Il peut être judicieux que les parties exercent un certain contrôle afin d'éviter une prolongation inutile des procédures (si la partie plaignante est satisfaite, par exemple, d'une constatation de violation, pourquoi perdre le temps nécessaire à un renvoi eu égard à une seconde plainte de violation ?). Plus spécifiquement, du fait que l'analyse non achevée soit sur une plainte soit sur une défense signifie qu'aucune conclusion ne peut être prise dans un sens ou dans l'autre sur une plainte particulière, le renvoi ne peut être que profitable pour les parties plaignantes. Ainsi, selon le point de vue de l'auteur, le droit de demander un renvoi devrait être réservé exclusivement aux parties plaignantes (et non aux défendeurs).

Une seconde question épineuse est de savoir si oui ou non un renvoi devrait survenir avant ou après l'adoption du

premier rapport de l'Organe d'appel où il a été décidé que l'analyse ne pouvait être achevée. Les propositions de l'UE et du groupe de six pays sont en faveur de l'adoption rapide du premier rapport de l'Organe d'appel et ne déclencheraient le renvoi qu'après une telle adoption. La Corée, par contre, procéderait au renvoi durant la première procédure de l'Organe d'appel et ne passerait à l'adoption, au titre du Mémoire d'accord, de tous les rapports impliqués, qu'après la fin du renvoi. Si le renvoi peut être accéléré, l'approche de la Corée est préférable car elle évite les complications de deux procédures de mise en œuvre parallèles (une pour le rapport initial de l'Organe d'appel ; et une seconde pour les conclusions sur renvoi).

Cependant, pour ce qui est de la troisième question du renvoi, c'est la proposition de la Corée qui est imparfaite : la Corée renverrait le différend devant le Groupe spécial initial pour que celui-ci fasse uniquement de nouvelles conclusions factuelles ; après quoi, le différend doit dans tous les cas être renvoyé devant l'Organe d'appel pour l'achèvement de l'analyse. Ceci prolongerait inutilement les procédures et priverait les parties du droit de faire appel sur des questions juridiques (car seul l'Organe d'appel, sur renvoi, et non le Groupe spécial de renvoi, ferait des conclusions juridiques). Une des raisons fondamentales d'un processus de renvoi est toutefois de préserver le droit des parties de faire appel. La proposition coréenne ne répondrait pas à une telle fin. Selon l'auteur, un Groupe spécial de renvoi devrait plutôt statuer à la fois sur les faits et sur le droit, à la suite de quoi le rapport du Groupe spécial sur renvoi doit être adopté, à moins que les parties ne fassent appel. C'est également ainsi que les propositions de l'UE et du groupe de six pays et de la Jordanie envisagent un processus de renvoi.

Un processus de renvoi judicieusement adapté et suffisamment rapide – qui respecte le rôle du Groupe spécial en matière d'établissement des faits et le droit des parties de faire appel, et qui ne se prête pas aux manœuvres dilatoires des défendeurs – serait certainement plus simple et prendrait moins de temps que la réintroduction d'une seconde procédure complète. Il est dans l'intérêt à la fois des pays développés et des pays en

développement d'amender le Mémoire d'accord sur le règlement des différends en conséquence. L'incapacité à le faire entraînera inévitablement un gaspillage de ressources et une perte de temps et, avec un nombre assez important de différends non résolus par l'Organe d'appel, peut à terme compromettre la crédibilité de l'ensemble du système de règlement des différends à l'OMC.

*Soutien interne ayant des effets de distorsion...
(suite de la page 11)*

calculées pour une distorsion du marché de 2% comme test de contrôle de la réalité par rapport à tout autre critère possible pour le plafonnement du soutien par produit au titre et de la catégorie bleue, un plafond de dix pour cent de la valeur de production d'un produit semble être un plafond conjoint approprié.

Le plafond par produit de dix pour cent a un avantage supplémentaire, par rapport au critère de distorsion de prix de deux pour cent : des calculs complexes sont nécessaires pour estimer l'impact des subventions sur les prix mondiaux, ce qui exigerait des négociateurs qu'ils prennent en compte plusieurs paramètres. Limiter les subventions par produit à dix pour cent de la valeur de production de la marchandise sur une période de temps déterminée simplifierait leur tâche et susciterait peut-être de nouvelles propositions viables.

Commentaires finaux

Que des plafonds par produit au titre de la catégorie bleue et ambre, conjoints ou individuels, soient établis, il est clair que les limites de dépenses doivent se situer entre les valeurs de la contribution de deux pour cent à la distorsion des prix mondiaux et d'une part de dix de la valeur de production du produit visé pour le pays exportateur. Ces critères sont essentiels pour arriver à une réduction substantielle des incidences négatives que les subventions internes ont sur les marchés mondiaux en cas de baisse des prix internationaux.

Au vu de la complexité du calcul de la distorsion des échanges entraînée par

(suite à la page 22)

12 Idem

*Soutien interne ayant des effets de distorsion...
(suite de la page 21)*

les subventions internes, nous suggérons que le paramètre de dix pour cent de la valeur de la production devrait être le principal critère pour déterminer un plafond par produit spécifique. Comparée à la distorsion des prix de deux pour cent calculée dans cette étude, cette mesure réussit au test de contrôle de la réalité, en particulier en situation de baisse des prix mondiaux. Elle est également compatible avec les limites de *minimis* établies pour les pays développés dans le Cycle d'Uruguay. Il faudrait noter qu'un plafond conjoint doit être appliqué en parallèle avec un soutien de *minimis* par produit pour éviter des failles lorsque que des paiements au titre de la catégorie bleue et inférieurs au de *minimis* sont cumulés.

Si un plafond par produit de cet ordre de grandeur est établi dans les négociations, l'intérêt des différends fondés sur le préjudice grave s'en trouverait amoindri. Ceci assurerait la prévisibilité aux pays développés et garantirait que les politiques nationales sont compatibles avec les règles de l'OMC relatives au commerce, ainsi qu'avec celles ayant trait aux subventions et aux mesures compensatoires.

*Retour au multilatéralisme ...
(suite de la page 12)*

sérieusement en péril le cycle de Doha, alors que le temps est compté: un accord sur les grandes lignes de la négociation est indispensable dans les prochaines semaines si les 150 pays membres veulent tenir leur engagement de boucler les travaux fin 2007.

*Agriculture : Signes de rapprochement
au milieu ... (suite de la page 13)*

localement, ou des produits de substitution proches. Toutefois, il n'y a pas eu de précision sur le point de savoir s'ils étaient arrivés à un consensus sur la proposition de Falconer, qui vise à restreindre le mécanisme aux produits importants pour la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et le développement rural.

Soutien interne

Dans son document sur les 'défis', Falconer déclarait qu'il s'attendait à ce qu'un accord exige des États-Unis une réduction de leur soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges à moins de 19 milliards de dollars, mais à plus de 10 milliards de dollars. En signe de flexibilité, les États-Unis auraient indiqué que cette gamme semblait raisonnable – même si elle était inférieure au plafond de 22 milliards de dollars qu'ils proposent jusqu'ici.

Bien que d'autres pays se soient plaints du fait que Washington recherche une limite de dépenses bien supérieure aux 19 milliards de dollars qu'ils versent actuellement, les États-Unis avaient jusqu'ici insisté sur le fait qu'ils ne pouvaient envisager des abaissements supplémentaires des subventions sans assurance d'un élargissement substantiel de l'accès au marché.

Un certain nombre de Membres ont continué à insister sur le fait que seul la 'partie inférieure' de la gamme de Falconer serait acceptable. L'UE a averti que la limite ne devrait pas être supérieure à 15 milliards de dollars, pour qu'un accord soit conclu. Le G-20 a demandé aux États-Unis de plafonner les dépenses agricoles ayant des effets de distorsion des échanges autour de 12 milliards de dollars.

Il y a encore plus de controverses sur les arrangements relatifs aux disciplines par produit sur les dépenses de subventions, destinés à empêcher les Membres de concentrer l'ensemble de leurs paiements sur un nombre plus restreint de produits de base (comme le font les États-Unis, entraînant des distorsions importantes).

Washington en particulier a résisté aux efforts visant à établir des disciplines strictes dans ce domaine. Est également restée non résolue la discussion sur les 'périodes de base' appropriées qui aideront à déterminer les futures dépenses obligatoires (spending entitlements) : la plupart des Membres sont en faveur de la période 1995-2000, mais les États-Unis préfèrent plutôt la période 1999-2001, car leurs niveaux de dépenses étaient beaucoup plus élevés. Certains progrès ont également été signalés dans les négociations sur le coton, avec des signes préliminaires qui

montrent que les États-Unis sont peut-être disposés à engager des discussions sur cette question avec les pays africains producteurs de coton.

Les États-Unis, à ce jour, mettent l'accent sur le fait que le résultat des négociations sur le coton devrait dépendre de l'accord global pour les abaissements des subventions et de droits tarifaires agricoles.

*Relations commerciales naissantes...
(suite de la page 14)*

Le groupe AMNA-11 a noté que les pays développés appliquent des droits tarifaires relativement élevés sur des produits tels que les textiles, les vêtements, les chaussures, les cuirs et les peaux – pour lesquels les pays en développement ont tendance à être des exportateurs compétitifs.

Lors d'un échange devenu une tradition, les États-Unis et l'UE ont critiqué les revendications de l'AMNA-11 qu'ils ont qualifiées de déraisonnables.

Certains pays en développement tels que le Chili, la Colombie et l'Uruguay notamment ont laissé entendre qu'il faudrait davantage de flexibilité pour arriver à un accord à ce stade des discussions. Le Chili a déclaré qu'un coefficient de 35 était peu susceptible de favoriser un consensus.

Le commencement de la fin

Stephenson a souligné que le projet de texte qu'il présentera aux Membres marquera le début, et non la fin, des négociations réelles. Il a laissé entendre que de nombreuses révisions du texte seraient possibles, sur la base de leurs réactions. Le Président des négociations agricoles, l'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) a également laissé entendre que son texte sur les modalités serait ouvert à des modifications.

Les membres sont donc partis pour une ligne droite estivale qui risque de compromettre leurs vacances. Si on en croit Lamy, l'OMC pourrait avoir à annuler ses vacances traditionnelles du mois d'août si les Membres ne sont pas en mesure de finaliser un accord sur les modalités d'ici fin juillet.

ADPIC : Les Membres toujours divisés...

(suite de la page 15)

Blocage dans les Indications géographiques

Comme pour les questions de l'ADPIC et de la biodiversité, les Membres restent dans l'impasse sur l'extension ou non du haut niveau de protection des indications géographiques actuellement accordé aux vins et spiritueux à d'autres produits (tels que le 'jambon de Parme'). Des consultations informelles menées le 6 juin n'ont indiqué aucun changement. Des adversaires de 'l'extension des indications géographiques' tels que l'Argentine, le Canada, le Chili et les États-Unis se sont dits préoccupés par les coûts de mise en œuvre – leurs agriculteurs perdraient la capacité d'utiliser au moins certains noms pour leurs produits, par exemple le 'fromage gruyère'. L'UE et l'Inde rétorquent qu'une protection accrue offrirait aux pays producteurs des opportunités de bénéficier de primes de prix dans les marchés d'exportation.

Facilitation des échanges...

(suite de la page 16)

points d'information nationaux répondraient à des questions. Une source d'un pays en développement a indiqué une préférence pour un langage non spécifique, tels que 'immédiatement', 'rapidement' ou 'de manière ponctuelle', essentiellement pour des considérations en matière de capacité.

Toutefois, la proposition turque subordonnait la pleine mise en œuvre des obligations par les pays en développement et par les PMA à l'acquisition de la capacité par ces pays, au travers de l'assistance technique. Un délégué d'un pays en développement noté que la condition selon laquelle les points d'information devaient fonctionner « sans coût ou à un coût proportionnel au coût du service rendu » pourrait être problématique, car leur mise en place entraînerait des coûts tels que le recrutement de personnel et l'achat d'ordinateurs et de téléphones.

Les États-Unis proposaient un projet d'article aux fins duquel les Membres seraient tenus d'entretenir un site Web avec tous les documents ayant trait au commerce nécessaires ainsi qu'une description complète des procédures douanières. Un délégué a laissé entendre à Bridges que ceci ne simplifierait pas nécessairement l'accès pour les petites et moyennes entreprises des pays en développement.

Marche à suivre potentielle pour aller de l'avant

Selon une source, Sperisen-Yurt pourrait se fonder sur l'une des deux suggestions suivantes pour la prochaine réunion du groupe. La première serait de mener des consultations avec les Membres sur diverses questions ayant trait à la facilitation des échanges. La seconde serait d'amener les auteurs des diverses propositions à aplanir leurs divergences dans des discussions avec d'autres Membres – mais non avec le Président – puis à faire rapport sur les résultats.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/PONTES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah
Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye, Bathie Ciss
et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara
Diffusion : Mamadou Dahir Bâ
Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal
Tél : (221) 821.70.37 - Fax : (221) 823.57.54
E-mail : syspro2@enda.sn - Web : <http://www.enda.sn>

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz
Editrice : Anja Halle
Tél : (41-22) 917-8492 - Fax : (41-22) 917-8093
E-mail : ictsd@ictsd.ch - Web : <http://www.ictsd.org>

PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo
Tél : (506) 263 4550 - Fax : (506) 263 4540
E-mail : puentes@ictsd.ch

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *PONTES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD et de la Fundación Futuro Latinoamericano. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

PASSERELLES synthèse Bi-Mensuelle

Co-publication : ENDA - Tiers Monde
Publication électronique mensuelle sur les questions de commerce et développement durable d'importance particulière à l'Afrique.
Rédacteurs : El Hadji Diouf, Cheikh Tidiane Dièye et Bathie Ciss

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse Bi-Mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : syspro2@enda.sn ou à passerelles@ictsd.ch. Dans le corps du texte écrivez, inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD (www.ictsd.org/africodv).

Publications

Aktas, N. et al, **L'Europe dans la concurrence mondiale par l'innovation: les nouveaux défis appellent-ils de nouvelles protections?** Compte rendu de la conférence du 16 janvier 2007,

Faizel Ismail, « **Misconceptions and myths about the WTO, trade, development and AID** », Idées pour le débat N°04/2007. Iddri, 2007.

G8 : « Croissance et Responsabilité dans l'économie mondiale »; Déclaration du Sommet du G8 2007, Juin 2007, Heiligendamm, <http://www.pm.gc.ca>

Jan Horst Keppler, Professeur à l'Université Paris-Dauphine, Directeur du programme Énergie de l'Iffri « **Gouvernance Européenne et Géopolitique de l'Énergie** », L'Édito du programme Énergie - mai 2007

Jaime Breilh, Mae-Wan Ho, Alison Katz, **La santé pour tous!** Se réappropriant Alma Ata *et al.* Edition du CETIM, 331 pages, 2007

Lebègue, D. *Décliner les outils financiers et les adapter au service du développement*; Marchés tropicaux & méditerranéens n°3195, 23/03/2007.

Martimort-Asso, B. Thoyer, S. « **Participation for Sustainability in Trade** », Global Environmental Governance Ashgate, 2007. 308 p, www.iddri.org

Meléndez-Ortiz, R., Halle, M., Najam A., **Trade and Environment : A Resource Book**, 2007, www.icddri.org

Nicolas, F., Andreosso-O'Callaghan, B., **Complementarity and Rivalry in EU-China Economic Relations in the 21st Century**, vol.12, n°1, 2007, www.iffri.org

Nations-Unies, **Examen collégial volontaire des politiques de concurrence de l'UEMOA, cas du Bénin et du Sénégal, Rapport de synthèse**, New York et Genève, 2007

OMC, CNUCED, **Répertoire mondial d'organisations de promotion des échanges commerciaux et autres organismes d'appui au commerce**, International Trade Centre UNCTAD/WTO, <http://www.unctad.org/en/docs>

OMC, CNUCED, CCI, «**Profils tarifaires dans le monde**», www.wto.org

Tubiana L., Lerin, F., **Acteurs et gouvernance. La coopération internationale en matière environnementale**, Cahiers français n°337 La Documentation française, 2007

UNCTAD, **Model Law on Competition - substantive possible elements for a competition law, commentaries and alternative approaches in existing legislations**, mai /07, <http://www.unctad.org/en/docs>

UNCTAD secretariat, **Handbook on Competition Legislation**, <http://www.unctad.org/en/docs>

Événements

2-27 juillet, ONU, Genève, Conseil économique et social, Substantive Session. Contact: Email: ecosocinfo@un.org WebSite:<http://www.un.org/docs/ecosoc/meetings/2007/>

3-12 juillet, OMPI, Genève, comité intergouvernemental sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et le savoir traditionnel et le folklore Contact: IGC Secretariat Telephone: 41-22-338-8161 Fax: 41-22-338-8120 Email: grtkf@wipo.int. Web Site: <http://www.wipo.int/tk/en/>

5-6 juillet 2007, Genève, Suisse, Sommet triennal du Pacte mondial Genève.

9-11 juillet 2007, Bruxelles, Belgique - Nations Unies Forum mondial sur la migration et le développement

9 juillet, Omc, Genève, Conseil du commerce des marchandises

9-13 juillet, Paris, France, deuxième conférence sur la Convention sur la biodiversité. Contact: CBD Secretariat Telephone: 1-514-288-2220 Fax: 1-514-288-6588 Email: secretariat@biodiv.org Web Site: <http://www.biodiv.org/meetings/default.shtml>

10-11 juillet, Omc, Genève, Atelier sur l'Accord de l'OMC sur les marchés publics

10 juillet, Omc, Genève, Comité du commerce et du développement

12 juillet, Omc, Genève, Atelier sur l'Accord sur les marchés publics de l'OMC

17-19 juillet 2007, Bruxelles, Belgique, Commission européenne 408ème Comité du Fonds européen de développement (FED), secrétariat commission, ec.europa.eu

17-19 juillet, ONU, Genève, Conférence sur le commerce et le développement, groupe des experts intergouvernementaux sur le droit de la concurrence et les politiques de concurrence. Contact: Email: correspondence@unctad.org; competition@unctad.org Web Site: <http://www.unctad.org/competition>

18 juillet, Omc, Genève, Organe d'examen des politiques commerciales – Bahreïn

20 juillet, Omc, Genève, Organe d'examen des politiques commerciales – Bahreïn

23-24 juillet, Omc, Genève, Comité des accords commerciaux régionaux

24 juillet, Omc, Genève, Organe de règlement des différends

25-26 juillet, Omc, Genève, conseil général